EN MARCHE ! Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement Vol. 16, no 5 décembre 1996

# Guatemala, 29 décembre 1996:

# La paix se signe, il reste à la construire

Éditorial

# L'exclusion des bas-fonds du Sommet

**IL Y A DANS LE CONCEPT DDE«SOMMET», L'IDÉE CLAIRE ET NETTE QU'ON EST BIEN LOIN DE LA BASE. L'IMPORTANCE DU SOMMET SEMBLE SE MESURER AU NOMBRE LIMITÉ DE GENS QUI Y ONT ACCÈS. ET À LA MASSE QUI EN EST EXCLUE.**

On a très peu parlé des questions internationales lors du Sommet socio-économique. Si ce n'est pour nous chanter les exigences de la compétitivité à l'heure de la mondialisation. Il fallait comprendre que dans cette logique implacable, notre profit se conquérait sur le dos des autres. Pour ne pas laisser en marge la dimension internationale, nous avons demandé à quelques acteurs et actrices du réseau de la solidarité internationale au Québec, quel était leur bilan du Sommet socioé-conomique. Le Sommet de la décision s'est-il avéré le Sommet de l'exclusion des pauvres d'ici et d'ailleurs?

Vous l'avez peut-être deviné, notre dossier portera sur l'exclusion. Le thème n'est pas très original, nous en convenons, mais nous souhaitons apporter notre contribution à la réflexion et, surtout, à la mobilisation qui s'effectue depuis quelque temps déjà sur cette question.

Nous faisons le point sur l'expérience tant politique que spirituelle du «Jeûne à relais du refus de la misère» qui a constitué une formidable rampe de lancement pour la clause d'appauvrissement zéro.

Notre collègue Jean-Claude Ravet revient d'un séjour de quelques mois au Chili. Il nous parle d'un pays où la majorité est exclue du réel et où la fiction s'impose comme déni du passé.

Ce dossier ne serait pas complet sans l'ingrédient économique. Nous avons donc repiqué l'excellent texte de Jean Pichette, collaborateur au *Devoir* et à la revue *Relations*, sur l'éthique et l'économie.

Également dans ce numéro, un mot sur les enjeux de l'impunité au Guatemala, un regard sur la défaite électorale des sandinistes au Nicaragua, un compte rendu de l'Assemblée du peuple de Dieu qui s'est tenue en Colombie plus tôt cet automne, et un portrait de Samuel Ruiz, digne évêque de San Cristobal de las Casas au Chiapas et de son éventuel successeur.

Nous profitons de l'occasion pour vous souhaiter, chers lecteurs et lectrices, une bonne et heureuse année.

Bonne lecture

## Élections au Nicaragua

# Le grand perdant, c'est le peuple

**Par Cristina Arévalo**

**TELLES ONT ÉTÉ LES PAROLES DE QUELQUES PERSONNES DU NICARAGUA APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE LA BATAILLE ÉLECTORALE. LE PEUPLE PERD NON SEULEMENT PARCE QUE LE FSLN N'A PAS RÉUSSI À GAGNER, MAIS AUSSI PARCE QUE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE SERA COMPOSÉE DE DEUX FORCES OPPOSÉES : L'ALLIANCE LIBÉRALE ET LE FSLN, AUXQUELLES S'AJOUTENT UNE DIZAINE DE DÉPUTÉS MEMBRES D'AUTRES PARTIS. LA DÉFAITE DU FSLN ÉTAIT PRÉVISIBLE, MAIS POURQUOI LE FSLN A-T-IL PERDU?**

D'abord, le Dr Arnoldo Alemán, à la tête de l'Alliance libérale, a commencé son travail pré-électoral il y a déjà six ans, lorsqu'il fut élu à la mairie. La campagne de dénigrement menée par «l'Association de ceux dont les terres ont été confisquées à l'époque des Sandinistes» a été largement reprise par les médias. Elle visait essentiellement à ne montrer au peuple nicaraguayen que les aspects négatifs de la décade du gouvernement sandiniste.

On peut dire aussi que la fin de la campagne du FSLN a eu véritablement beaucoup d'impact. La Place Jean-Paul II—qui s'appelait autrefois Place Carlos Fonseca—et la Place de la république— auparavant Place de la révolution— étaient remplies à craquer pour entendre un des meilleurs discours de Daniel Ortega. La manifestation d'un tel intérêt à l'égard du FSLN a probablement influencé les sympathisants des petits partis conservateurs à se ranger du côté de l'Alliance libérale dès le premier tour de scrutin.

Certains moyens de communication (le Canal 8, *La Prensa*, *La Tribuna*, le Canal 2, Radio Corporación) se sont rangés derrière L'Alliance libérale. Ces médias ont fait un travail effronté, peu objectif et combien louangeur du candidat Alemán. Rien d'étonnant. Ce qui l'est, par contre, qu'au Nicaragua, c'est qu'il n'existe pas de loi pour réglementer le rôle des médias pendant les campagnes électorales.

Le Conseil supérieur de l'entreprise privée, a aussi donné son appui à Alemán et dans un communiqué émis la veille des élections il a appelé les Nicaraguayens à voter pour l'Alliance libérale, alléguant que le Front sandiniste n'était pas apte à assurer le développement économique du pays.

Et finalement l'Église catholique — hélas! mon Église, quand changeras-tu?— ayant à sa tête Monseigneur Miguel Obando y Bravo a aussi fait pencher la balance en faveur du candidat libéral. Rappelons qu'ici au Nicaragua, la parole du Cardinal joue un rôle très particulier et dans ce cas il fut probablement déterminant. Dans une de ses homélies, Monseigneur Obando s'est référé à la parabole de la vipère que deux paysans avaient trouvée et qui avait l'air bien inoffensive : un d'entre eux a voulu l'aider mais la vipère l'a tué. Moralité : «ne te laisse pas tromper par ceux qui disent avoir changé parce qu'au fond, ils sont toujours les mêmes», une référence très claire Daniel Ortega et à son changement d'image au cours de la campagne électorale. Une cérémonie qui s'est déroulée dans la cathédrale et retransmise par le Canal 2 a aussi joué un rôle. Le Cardinal a demandé à Alemán de faire une lecture biblique qui disait, je suis l'élu, et a terminé la cérémonie par la bénédiction du candidat. La photo priseà ce moment était publiée dans le journal *La Prensa* le jour même des élections.

Malgré cela, le FSLN a obtenu près de 40% des votes et dans les derniers mois les sondages ont démontré qu'il a réussi à gagner près de 17% des intentions de vote, ce qui est très positif. Pour ces gens qui ont cru et continuent de croire dans le parti jusqu'au au moment de voter, il faut valoticerr cet appui.

Par ailleurs, le FSLN doit faire une évaluation sérieuse et critique de son développement des dernières années. L'avenir du parti devra passer par la recherche d'un nouveau leadership, en éloignant ceux qui ont longtemps servi le Parti, mais qui, en même temps n'ont pas permis l'émergence de nouvelles figures. Je dis cela sans vouloir renier d'aucune façon le rôle historique et essentiel que ces personnes ont joué tant pour le parti que pour le Nicaragua.

Daniel Ortega, Tomás Borge et les anciens dirigeants devront céder leur place à des jeunes afin de leur permettre d'inventer de nouvelles façons de faire de la politique et de renouveler le Front: un FSLN qui doit laisser de côté ses luttes intestines qui, loin de l'aider l'ont empêché d'avancer. Il se peut que le parti continue de rencontrer des barrières idéologiques et des luttes de pouvoir, que la véritable «orthodoxie» apparaisse, éloignant ainsi plusieurs sympathisants. mais c'est un travail nécessaire et urgent pour l'avenir du sandinisme.

# Campagne contre l'impunité

LE RÉSEAU D'ACTIONS URGENTES CANADA - AMÉRIQUE CENTRALE SOUSCRIT À LA CAMPAGNE CONTRE L'IMPUNITÉ DIRIGÉE PAR *ALIANZA CONTRA LA IMPUNIDAD*. CETTE CAMPAGNE A DÉBUTÉ EN AOÛT 1996 ALORS QUE *ALIANZA CONTRA LA IMPUNIDAD* SE RENDAIT À MEXICO POUR REMETTRE AUX PROTAGONISTES DES POURPARLERS DE PAIX UNE ÉBAUCHE DE PROJET DE LOI POUR COMBATTRE L'IMPUNITÉ. PRENANT LES DEVANTS DANS LES NÉGOCIATIONS EN COURS ENTOURANT LA QUESTION DE LA RÉINSERTION DES EX-COMBATTANTS, *ALIANZA CONTRA LA IMPUNIDAD* S'EST DÉCLARÉE CONTRE TOUTE AMNISTIE ENVERS LES RESPONSABLES DE CRIMES DE LÈSE-HUMANITÉ, AMNISTIE QUI POURRAIT ÊTRE ACCORDÉE UNE FOIS L'ACCORD DE PAIX DÉFINITIF CONCLU D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE 1996.

## Lettre ouverte de Alianza contra la Impunidad au peuple guatémaltèque

Individus et représentants d'organisations issues d'un large éventail de secteurs, nous nous sommes regroupés sous l'initiative de quelques citoyens et citoyennes en un front civil pour contribuer de façon efficace à la construction de la paix, de la justice, d'un État de droit et de la réconciliation au Guatemala. Nous avons décidé de constituer l'*Alianza contra la Impunidad*, conscients que l'impunité a constitué et constitue toujours un des principaux obstacles et une des principales menaces à la consolidation et au développement d'un régime de coexistence pacifique, fondé sur l'application de la loi et le respect de la justice.

L'*Alianza contra la Impunidad* est mue par la conviction que l'impunité au Guatemala doit cesser et que cela ne sera possible que si les organismes de l'État respectent entièrement la Constitution et les lois, à plus forte raison lorsque les citoyens et les citoyennes assument une participation active dans la vie nationale. Nous ne prétendons pas être une organisation aux structures rigides, ni un front ou parti politique, puisque nous ne sommes pas animés par des objectifs et intérêts sectaires.

La société guatémaltèque a un besoin urgent d'une réconciliation véritable et, ce faisant, nous manifestons notre opposition à un nouveau décret d'amnistie générale ou de tout autre mécanisme juridique qui fomente l'impunité face aux violations des droits humains. Les décrets d'amnistie générale auxquels ont souscrit les gouvernements antérieurs ne cherchaient qu'à protéger ceux qui avaient commis des crimes et violé la Constitution. C'est pourquoi, aux yeux de la société guatémaltèque en général, le système judiciaire a perdu toute crédibilité.

Les lois d'amnistie ont été promulguées sans aucun égard à la vérité et à l'insu du peuple guatémaltèque, le plus affecté par la violence politique, écartant ainsi le droit des victimes à connaître la vérité, à entreprendre des procédures légales et à pardonner à ceux qui ont commis les crimes et les violations des droits humains.

Il nous apparaît clair que, d'un point de vue politique et à la lumière des négociations de paix, il est nécessaire d'assurer la réinsertion des rebelles qui ont pris les armes à la vie politique et juridique du pays. Dans ce contexte, le rôle de l'État doit se limiter à promouvoir un mécanisme juridique approprié; il ne peut ni ne doit dicter une loi d'amnistie qui favorise l'impunité des violations des droits humains, à défaut de quoi l'État s'arrogerait le droit qu'ont les victimes et leurs parents d'accéder à la justice et il nierait par là le droit à la présomption d'innocence de quiconque est accusé d'avoir enfreint la loi.

L'*Alianza* existe pour susciter la discussion sur l'amnistie générale comme source d'impunité. Néanmoins, d'autres secteurs nous ont exprimé la nécessité de poursuivre nos efforts dans une perspective à moyen et long termes.

Dans cet ordre d'idées, après une discussion large, l'assemblée générale a décidé que notre action ne se terminerait pas avec la signature de l'accord de paix final, mais plutôt se réarticulerait autour de la vigilance constante et permanente de l'accomplissement de l'accord global sur les droits humains, de l'accord concernant la Commission d'éclaircissement historique et l'accord relatif au renforcement du pouvoir civil et de la redéfinition du rôle de l'Armée dans une société démocratique.

Par conséquent, nous nous définissons comme une alliance large et permanente et nous lançons un appel aux organisations, aux institutions et aux personnes de la société guatémaltèque à se joindre à la lutte contre l'impunité et à conjuguer nos efforts en vue de la réconciliation nationale, la construction de la paix et la démocratie au pays.

Signataires : Fundación Mirna Mack, IEPADES, ASOPAZDE, CIEPRODH, CERJ, AMIGOS DE LA CONSTITUCION, FAMDEGUA, ODHA, Fundación Rigoberta Menchú, CONGCOOP, FUEGO USAC, CALDH, GAM, Rigoberta Menchú-Premio Nobel de la Paz, Lulu Colom Arguta, Ronalth Ochaeta, Alternativa Democrática del Pueblo, Convergencia Cívico Politica de Mujeres, etc.

**L'impunité**

# Unanimité face au problème, division quant aux solutions

**Par Michelle Décarie**

Il est important de noter que *Alianza contra la Impunidad* ne rallie pas toutes les organisations guatémaltèques de droits humains; les questions soulevées par *Alianza* ont provoqué un vif débat sur les façons de contrer l'impunité au Guatemala, véritable mal qui empêche que justice soit rendue et qui rend presque impossible le processus de réconciliation si nécessaire à ce pays meurtri par 36 ans de conflit interne. Les propositions de *Alianza* quant à un mécanisme de réintégration juridique des ex-combattants de l'URNG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) à la vie politique et sociale du pays n'ont pu recueillir l'appui unanime des différents groupes de droits humains et autres organisations représentant les victimes de la répression. Nous avons jugé important de faire part à nos lecteurs et lectrices des propos recueillis lors d'entrevues téléphoniques réalisées auprès de quelques organisations qui sont nos partenaires.

Certains groupes, dont le Groupe d'appui mutuel, GAM, se sont prononcés contre tout type d'amnistie, c'est-à-dire ne sont ni en faveur d'une amnistie générale, ni en faveur d'une amnistie partielle. Contrairement à *Alianza contra la Impunidad*, le GAM considère que la définition d'un mécanisme juridique qui permettrait la réintégration des combattants à la vie civile ne peut émaner que de la Commission de la Vérité, la seule instance habilitée, selon le GAM, à se prononcer sur la réinsertion politique et sociale des ex-combattants, tant des effectifs de l'URNG, que des effectifs de l'armée et des groupes paramilitaires. De plus, pour le GAM, il est impossible de placer sur un pied d'égalité les combattants de l'URNG et les militaires. Il est tout à fait impensable d'aborder les crimes commis par des membres de l'URNG et ceux commis par des militaires avec une même approche, notamment parce que 99 % des crimes commis l'ont été par des militaires. Là-dessus, la Conférence des églises évangéliques du Guatemala, CIEDEG, rejoint le GAM en ce sens que pour la CIEDEG, il est indispensable de prendre en considération les contextes dans lesquels les violations des droits humains ont été commises. Il s'agit, d'une part, de crimes qui ont été planifiés dans le cadre de la politique répressive de la terre brûlée menée par l'Armée, et d'autre part, de crimes commis par des rebelles qui ne visaient pas la population civile. Néanmoins, la CIEDEG partage l'avis de *Alianza contra la Impunidad* quant à la nécessité d'une amnistie qui devrait permettre la réintégration sociale des ex-combattants de l'URNG, tout comme le *Consejo Etnico Runujel Junam*, CERJ, qui appuie la proposition de *Alianza contra la Impunidad* et qui a souscrit à sa campagne. Le *Consejo Nacional de Desplazados de Guatemala*, CONDEG, s'est prononcé, quant à lui, contre la proposition de *Alianza contra la Impunidad* de mettre sur un pied d'égalité les combattants de l'URNG et ceux de l'Armée guatémaltèque. Un thème névralgique qui restera à suivre au-delà du 29 décembre 1996, date limite pour la signature finale des accords de paix entre le gouvernement du Guatemala, l'Armée et l'URNG.

**Dernière heure**

La loi de réconciliation nationale est passée en première lecture au Parlement. Par cette loi, ceux qui ont participé au conflit armé seront exemptés de responsabilités pour les crimes politiques et communs connexes.

*Prensa Libre*, 17 décembre 1996.

# Message du quatrième congrès de la vie religieuse adressé au peuple du Guatemala

**DURANT LES TRENTE-CINQ ANS DE VIE DE CONFREGUA, NOUS, RELIGIEUSES ET RELIGIEUX DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DU GUATEMALA, NOUS NOUS SOMMES RÉUNIS EN CONGRÈS QUATRE FOIS. LA PREMIÈRE FOIS EN 1973, QUAND NOUS ESPÉRIONS TOUJOURS QUE LE RESPECT DE LA VOLONTÉ ÉLECTORALE DE NOTRE PEUPLE NOUS ÉPARGNERAIT DES HEURES ENCORE PLUS CRUELLES. PUIS, EN 1980, QUAND ON A RÉPONDU PAR UNE EFFUSION DE SANG AUX PROTESTATIONS URBAINES ET AUX DÉNONCIATIONS ECCLÉSIALES DES INJUSTICES, DES FRAUDES ET DE LA DISCRIMINATION. ENSUITE, EN 1984, ALORS QUE DES MILLIERS DE GUATÉMALTÈQUES AVAIENT ÉTÉ OBLIGÉS DE S'EXILER OU DE SE CACHER, QU'UNE VINGTAINE DE RELIGIEUSES ET DE RELIGIEUX AVAIENT ÉTÉ ASSASSINÉS ET QU'UN NOMBRE INCALCULABLE DE NOS SOEURS ET DE NOS FRÈRES GUATÉMALTÈQUES AVAIENT ÉTÉ MASSACRÉS. PUIS, AUJOURD'HUI, EN 1996, AU MOMENT OÙ SE LÈVE LA PAIX SUR CE PAYS QUI A ÉTÉ UNE VICTIME INNOCENTE. NOUS SAVONS TOUT LE TRAVAIL QUI SERA NÉCESSAIRE POUR SOIGNER LES BLESSURES, SURMONTER LES RESSENTIMENTS ET HUMANISER LA TERRE SUR LAQUELLE NOUS VIVONS.**

Sur ce long chemin, le Dieu de Jésus-Christ, Dieu libérateur de l'Exode et de Pâques à qui nous avons consacré nos vies, nous a toujours accompagnés. Nous l'avons toujours perçu comme le défenseur de la cause de Jésus et de la cause des pauvres, des marginaux et des miséreux, et surtout des femmes, des enfants, des jeunes et des peuples indigènes. Malgré tout, même si nous sommes pécheurs, le sang de nos martyrs nous permet de dire : Dieu est pour nous, qui sera contre nous?... Ni la vie ni la mort, ni la persécution pourra nous séparer de l'amour de Dieu manifesté dans le Christ Jésus. (Rom. 8, 31-39).

Rarement dans notre histoire les signes d'une époque de changement n'ont été si clairs qu'en cette fin de millénaire. L'échec retentissant du néolibéralisme, en vigueur mondialement a démontré son incapacité à favoriser le développement humain de grandes majorités d'hommes et de femmes appauvris et exclus d'un travail digne, et considérés un peu moins que des déchets dans un capitalisme que le Pape Jean-Paul II a qualifié de sauvage. La rareté de la terre, du crédit et de la technologie pour la travailler, tout cela continue à être un couteau planté dans le coeur de notre peuple.

Dans ce village global de fin du second millénaire, de nombreuses institutions financières privées et internationales, véritables usuriers sans miséricorde, prennent à la gorge des millions et de millions de nos soeurs et de nos frères.

Quelques murs totalitaires se sont écroulés mais le racisme s'est levé autour des pays les plus développés, mur qui exclut davantage que les clôtures et les barbelés des grandes propriétés rurales et des demeures somptueuses urbaines actuelles.

Le Guatemala retrouve la paix dans ce monde injuste et déshumanisé, même si quelques-unes des principales racines qui sont à l'origine de la guerre, loin d'avoir été extirpées, s'enfoncent plus profondément dans la terre. La paix va être signée, fruit et exigence de la majorité de notre peuple et décision sensée du gouvernement et de la URNG.

Nous avons avancé dans les garanties et les procédures juridiques de la démocratie. Mais il nous manque en-

core la base culturelle de la démocratie elle- même: une nouvelle attitude afin qu'au Guatemala personne ne soit méprisé ni discriminé à cause de sa couleur, de son ethnie et du montant de sa fortune. Il nous manque aussi la base de la justice pour cette démocratie qui s'est développée à travers tant de violations du droit à la vie des gens et de tergiversations idéologiques que notre pays a vécu. Un chemin vers la vérité doit découvrir les auteurs des crimes de lèse-humanité commis au nom de la défense de programmes politiques discutables. Il va falloir créer le climat nécessaire afin que puisse être récupérée la mémoire de tant d'atrocités subies et qu'ainsi on arrive à guérir les plaies, surmonter les traumatismes et s'engager sur le chemin de la réconciliation, du pardon et de l'humanisation de la coexistence, de l'économie et de la politique.

Les quelque mille religieuses et religieux de l'Église catholique du Guatemala qui participons à ce congrès voulons ouvrir les yeux et regarder en face ces signaux de changement d'époque en cette fin de millénaire. Nous ne voulons pas encaisser ce dur reproche de Jésus de Nazareth : (Lc 12,56) «Hypocrites ! vous savez reconnaître l'aspect de la terre et du ciel, et le temps présent, comment ne savez-vous pas le reconnaître ?»

Nous reconnaissons l'effort de tant de personnes, d'organismes publics et privés, d'intellectuels, d'organisations populaires, d'Églises évangéliques et de secteurs du peuple pauvre, qui ont pris des initiatives très sérieuses dans ce travail pour la paix, la réconciliation et la justice. Nous nous unissons à elles et nous voulons être solidaires.

Nous voulons accepter le défi qui découle de la signature juridique de la paix.

Nous désirons être fidèles à Jésus-Christ à qui nous avons consacré notre vie et que nous nous sommes engagés à suivre.

Nous voulons écouter son invitation à être des artisans de la paix.

Nous voulons contribuer à jeter les fondements de la paix en créant une atmosphère où les gens soient capables de recupérer la mémoire de leurs souffrances et de leurs victimes, dans la liberté et la confiance mutuelle.

Nous voulons contribuer à jeter les fondements de la paix en établissant une ambiance qui ne tolère pas l'impunité, ni se contente d'une amnistie sans que toute la lumière soit faite et sans que la justice s'exerce; une ambiance qui laisse aux héritiers des victimes et à ceux qui ont souffert de dommage injustes dans leur humanité le droit de réclamer des procès équitables qui fassent éclater la vérité et leur accordent des dédommagements.

Nous voulons contribuer à jeter les fondements de la paix en accompagnant les communautés populaires dans la crise pour la vie; que le néolibéralisme accentue et dans la recherche d'alternatives pour dépasser la logique d'exclusion du capitalisme sauvage.

Nous voulons contribuer à jeter les fondements de la paix dans un processus de réconciliation qui engendre le pardon.

Nous voulons contribuer à jeter les fondements de la paix en accompagnant les peuples indigènes dans leur travail d'affirmation de leur propre identité et dans leurs efforts pour devenir les sujets de leur propre histoire. Nous voulons accompagner nos communautés indigènes dans le long processus d'inculturation de la foi, de la célébration de cette foi et dans la gestation et l'enfantement d'une Église autochtone.

Nous voulons y contribuer par une nouvelle évangélisation des adultes, des jeunes, des enfants et de leurs familles pour les aider dans l'affirmation des véritables valeurs d'une humanité juste.

Le sang de nos martyrs s'est transformé en chemin vers une paix solidaire. Ce fut le thème de notre quatrième congrès et nous voulons qu'il continue à être notre engagement de fidélité aux efforts de libération de ce peuple.

Cette espérance et cette joie nous aideront à élaborer cette oeuvre d'art si difficile qu'est la paix, et qui exige tant de travail, comme les magnifiques tissus qui sortent des métiers mayas ou comme les récoltes que ce peuple sait faire produire à la terre.

Soeurs et frères guatémaltèques, le sang des martyrs et de toutes les victimes, nous devons le convertir en un chemin de paix solidaire, basé sur la vérité, la justice et la réconciliation.

Guatemala, 7 novembre 1996

# La vérité repose sous le sol

Tiré de la publication *«Déterrer la verité : exhumer une décennie de terreur au Guatemala»*

**Au Guatemala, les violations des droits humains, résultat d'une politique mise de l'avant par l'État durant 35 ans de guerre civile, ont été littéralement enfouies sous le sol. La vérité sur ces crimes et ces violations commence éclairer au gran jour par le biais des exhumations des restes des victimes. Un important chroniqueur d'un quotidien guatémaltèque décrit le phénomène :**

*«Des années durant, les gens qui connaissaient l'existence des fosses ont gardé silence, craignant de se retrouver eux-mêmes dans les fosses clandestines. Malgré les risques que cela comporte, les gens commencent à dénoncer; ils indiquent les endroits où se cache la vérité et demandent que les squelettes et les restes de leurs êtres chers soient déterrés. La terre a conservé les signes du passé pour que nous puissions exhumer ces preuves et pour que les anthropologues et les scientifiques légistes puissent examiner, un par un, les squelettes jetés dans ces fosses.»*

Depuis 1978, environ 200 000 personnes ont été tuées ou portées disparues, beaucoup d'entre elles, violées et torturées. On estime à un million le nombre de Guatémaltèques (environ 1/8 de la population) déplacés par la violence et la terreur. Ce sont des autochtones mayas qui ont été, en grande majorité, les victimes de cette violence.

Les années les plus dures de la répression se situent entre 1981 et 1983; connue au Guatemala comme *La violencia*, cette période réfère à la campagne contre-insurrectionnelle de massacres menée par l'Armée. Des centaines de massacres ont été commis partout au pays. Les victimes étaient jetées dans des fosses communes; le sol guatémaltèque renferme aujourd'hui un grand nombre de cimetières clandestins.

Depuis 1992, neuf de ces charniers ont été déterrés par des anthropologues légistes du Guatemala et de l Argentine. Ces charniers peuvent abriter de quelques cadavres jusqu'à des centaines de cadavres. Et les exhumations ne font que commencer. Un membre de l' Équipe d'anthropologie légiste guatémaltèque (EAFG) a déjà déclaré :

Même si 30 équipes d'experts travaillaient pendant 30 ans, nous serions toujours à cours de ressources ou de temps pour exhumer tous les charniers au Guatemala.

*Déterrer la vérité* se penche sur le phénomène des exhumations vu comme un effort du peuple pour récupérer son histoire et la vérité concernant son passé, afin de poser les fondations pour la justice et la réconciliation.

Les exhumations révèlent crûment les crimes du passé et viennent défier l'impunité qui couvre les personnes responsables de la répression. *Déterrer la vérité* se penche également sur le travail des experts légistes qui rend possible ce défi.

De plus, *Déterrer la vérité* examine la situation actuelle au Guatemala et l'espace politique précaire à l'intérieur duquel les individus et les communautés se proposent enfin d'exiger les exhumations. Les exhumations ainsi que d'autres initiatives importantes amorcées pour dévoiler la vérité sur le passé sont essentielles au processus de paix et de réconciliation en cours au Guatemala.

Ce rapport examine aussi combien il est indispensable, pour créer un espace politique qui permette la justice et la réconciliation de la société guatémaltèque, de dévoiler la vérité et de traiter ouvertement de la souffrance et du traumatisme psychologique vécus à l'échelle du pays. Sans reconnaissance du douloureux passé, la participation de la majorité du peuple guatémaltèque au sein de la société restera marginale et les effets à long terme de la répression perdureront.

Puisqu'il ne peut y avoir de justice ni de reconnaissance sans vérité complète, ce rapport reconnaît qu'il ne suffit pas simplement de dévoiler la vérité. Dévoiler la vérité sur le passé s'avère, néanmoins, le seul point de départ possible à partir duquel pourra se dessiner le chemin qui mènera vers la paix durable et la démocratie réelle au Guatemala.

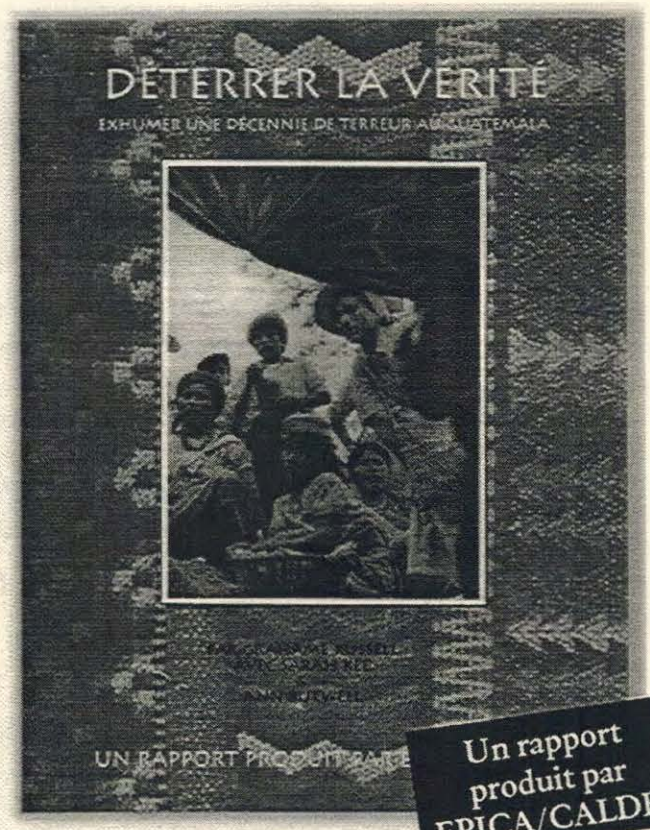
**Disponible en français dès le 30 novembre**

# DÉTERRER LA VÉRITÉ

## EXHUMER UNE DÉCENNIE DE TERREUR AU GUATEMALA

Cet excellent rapport de GRAHAME RUSSELL nous livre l'histoire récente du Guatemala que le monde entier commence à peine à découvrir. Encore horrifiées, les victimes guatémaltèques, en grande majorité les autochtones, commencent, elles, à déterrer la vérité. Après tant d'années de silence forcé, elles exigent que les corps des êtres chers massacrés soient exhumés des charniers pour que justice soit rendue. Exhumer les os des fosses communes pour également pouvoir panser, si les blessures infligées sont guérissables, cette immense souffrance que la guerre contre-insurrectionnelle a semée sur son passage, laissant dans la douleur la plus profonde des milliers de survivants. Exhumer les restes des cimetières clandestins pour récupérer la mémoire d'un peuple qu'on a tenté d'ensevelir.

**Par GRAHAME RUSSELL avec la collaboration de SARAH KEE & ANN BUTWELL**




**Un rapport produit par EPICA/CALDH**

Commandez dès maintenant votre exemplaire au :

C.C.D.H.A.L. 25, rue Jarry Ouest,
Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone : (514) 387-2541
Télécopieur : (514) 387-5550

**La version anglaise est aussi disponible via le Social Justice Committee (514) 933-6797**

Je désire commander un exemplaire à 5 $
Frais postaux (au Canada) : 1,50 $

Nom : _____

Adresse : _____ code postal : _____

Tél. : _____ fax : _____

Ville : _____

Province/pays : _____

Paiment ci-joint :

☐ chèque ☐ mandat poste ☐ comptant

# Pour défendre et célébrer la vie

par Yves Carrier,
CAPMO de Québec

L'Assemblée du Peuple de Dieu (APD) en Amérique latine a réuni à Cachipay, en Colombie, près de 360 délégué-e-s en provenance de 23 pays, pour sa seconde rencontre continentale, quatre ans après celle de 1992. S'y sont retrouvé-e-s des représentants et représentantes de divers secteurs: agents et agentes de pastorale, pasteurs protestants, écologistes, autochtones, noirs-e-s, féministes, défenseur-e-s des droits humains, etc. Pendant quatre jours, nous avons partagé nos préoccupations et célébré la diversité de nos cultures. En atelier régional ou par thèmes se rapportant aux expériences alternatives de chacun-e, nous avons tenté d'élaborer des stratégies communes afin de faire face aux problèmes communs suscités par le "monstre" de la mondialisation néolibérale.

Comment survivre à la précarité d'un monde fondé sur l'exclusion des plus faibles, alors que justement nous affirmons avoir fait une option préférentielle en faveur de ceux-ci? Comment survivre en tant que culture autochtone à l'envahissement de la culture moderne qui se veut négatrice de toutes traditions? Comment maintenir une identité de lutte et de résistance qui puisse transmettre l'espérance aux exclus au sein du fatalisme ambiant? Comment générer de nouvelles alternatives de libération et de prise en main des communautés alors que le visage inhumain de l'exploitation et de l'oppression se cache derrière des vérités toutes faites comme, par exemple: «il faut payer la dette», «c'est la loi du plus fort», «on ne peut rien y faire», «c'est le marché qui dicte la loi»?

Ces questions englobent l'ensemble du continent où les caractéristiques régionales de ces problèmes ne se mesurent malheureusement qu'au niveau de la misère. Cependant les solutions appartiennent à chacun, à chaque communauté et à chaque culture où l'originalité puise sa force dans les facultés d'adaptation et de résistance au fatalisme et à l'adversité suscités par l'Empire.

L'APD est un lieu de rencontre macro-oecuménique en ce sens qu'en plus de faire appel aux nombreuses dénominations chrétiennes, elle accorde une large place aux religions dites traditionnelles, amérindiennes et afro-américaines, qui ont façonné l'imaginaire et l'identité des peuples et qui ont été le bastion de la résistance des identités respectives à l'aliénation totale par le conquérant. En ce cinquième siècle de la rencontre de trois mondes, ceux de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Europe, qui a donné naissance à un nouveau peuple métissé, l'APD se veut un lieu de rassemblement susceptible de donner âme et cohésion à ce nouveau sujet historique.

En effet, l'APD a permis aux diverses délégations latino-américaines de prendre conscience, à partir de la diversité des cultures qu'elles incarnent, de leur identité commune, fruit de 500 ans d'oppression. Une même réalité sociopolitique faite d'exclusion et d'impunité caractérise le rang économique semi-colonial où l'Amérique latine s'est vue confinée depuis la conquête. L'APD est

*L'APD a permis aux diverses délégations latino-américaines de prendre conscience, à partir de la diversité des cultures qu'elles incarnent, de leur identité commune, fruit de 500 ans d'oppression.*

un lieu d'échange et de partage dans un esprit d'unité à partir des exclus. Le macro-oecuménisme qu'elle propose en tant que défenseur de la pluralité des identités culturelles est sa réponse à la globalisation d'une culture hégémonique des riches. Comme le disait un participant: «*Le macro-oecuménisme est une ouverture à tous ceux qui se sont engagés dans un projet de défense de la vie. Il nous aide à mieux comprendre la spiritualité de ceux qui luttent pour la vie; c'est une nouvelle manière d'être spirituelle et prophétique.*»

Cet esprit d'ouverture transcende les limites des dogmes et des religions, car le critère ultime qu'il propose est la défense de la vie. Le paradigme de l'heure doit être l'alternative au projet de globalisation néolibéral, perçu comme un chemin d'oppression et d'esclavage. Le critère de discernement du macro-oecuménisme est la vie, la foi en un Dieu de la Vie qui s'oppose aux idoles de la mort. Ce discernement doit s'effectuer toujours dans le sens de faire une place aux exclus.

Selon le théologien italien, Julio Girardi, l'APD n'est pas un mouvement neutre, mais ouvert aux religions qui prennent parti pour l'autodétermination politique, économique et culturelle des peuples. L'option pour les peuples opprimés est une critique fondamentale du capitalisme qui met en opposition christianisme et néolibéralisme.

D'après Helio Gallardo, théologien de la libération du DEI au Costa Rica, l'alternative au néolibéralisme doit naître des secteurs exclus et appauvris par le système dominant à partir d'une stratégie de survie qui demeure respectueuse de l'environnement, qui crée ou récupère des modes de vie communautaire où l'exclusion n'a plus sa place. L'alternative, selon lui, consiste en l'affirmation de la collectivité en tant que sujet qui s'oppose à un système qui ne lui reconnaît pas sa dignité et son identité. Il disait: «*Nous affirmons que c'est à partir de nos luttes particulières et personnelles que naît la véritable universalisation. La globalisation que nous recherchons exige l'alternative; elle se dit de plusieurs manières. Toutes les initiatives doivent prendre comme point de départ la nécessité fondamentale de survivre et de recréer la vie en cherchant à rompre les limites de la mort, des exactions et de l'exploitation. Cultiver l'estime de soi, c'est grandir à partir de ses racines, c'est grandir en communauté afin de faire résonner notre spiritualité «alternative» au sein de la société. Il s'agit d'une conversion que l'alternative exige de nous, d'une conversion anti-idolâtrique. Si nous n'avons pas la foi dans le Dieu de la Vie, nous ne pourrons pas maintenir vivante l'espérance envers et contre tout.*»

Pour la théologie de la libération telle que présentée à l'APD, le système capitaliste fonctionne selon une logique sacrificielle d'exclusion. L'appauvrissement qu'il suscite détruit le tissu social. Ce tissu social est fait d'expériences et de convivialité, de transmissions culturelles d'une identité adaptée aux modes de vie, d'une sagesse populaire ainsi que d'une mémoire historique des luttes de résistance à l'envahisseur. Cette résistance en fut une de survie matérielle et spirituelle où, dans le domaine de l'imaginaire collectif, perdurait et se transmettait le vase sacré de l'identité commune, l'essence du peuple. Voilà sans doute pourquoi la conquête fut, dès le départ, celle des corps et des âmes.

Pedro Casaldáliga, évêque de Sao Felix de Araguaia au Brésil, nous rappelle que c'est la prise de conscience en tant que groupe opprimé qui permit l'émergence du peuple latino-américain comme sujet historique. Un peuple conscient de sa situation de précarité qui se sent interpellé à s'en sortir en imaginant sans cesse de nouvelles alternatives de libérations sociales, culturelles, religieuses, économiques et politiques et ce, toujours à partir des exclus. Cette nouvelle perspective amène le peuple à abandonner les schémas de pensée bourgeoise qui lui ont été enseignés. Cela lui permet de découvrir les véritables objectifs qui répondent à ses besoins fondamentaux bien souvent à l'opposé des intérêts défendus par la pensée dominante.

Cette prise de conscience donne naissance. à son tour à une nouvelle spiritualité, à une nouvelle interprétation de l'existence qui s'enracine dans la réalité sociale des pauvres et cesse par le fait même d'être abstraite. Tout dépend donc de la perspective sociale à partir de laquelle nous envisageons l'histoire, l'économie et la politique, pour ensuite situer notre action sociale ou pastorale. C'est pourquoi, selon Pedro Casaldáliga, «*la spiritualité latino-américaine demeure convaincue que le point de vue des pauvres est le point de vue privilégié pour comprendre le sens de la vie et de l'histoire. Le point de vue des puissants, inévitablement, cherche à masquer la réalité pour la justifier.*»

C'est donc sur ces grandes réflexions et sur l'adoption de résolutions d'appui aux luttes populaires partout en Amérique latine, notamment celle dénonçant le blocus américain contre Cuba, que l'Assemblée du Peuple de Dieu s'est clôturée. Nous qui luttons pour la défense de la vie, pour l'identité culturelle des peuples, pour la préservation des écosystèmes et pour le respect des droits des femmes et des hommes de ce continent à partir de notre lieu d'insertion sociale, nous nous sommes tous donné rendez-vous en République dominicaine pour l'an 2000. Mon rêve le plus cher serait qu'en cette année de célébration, nous soyons plusieurs à représenter le Québec, afin de signifier à la face du continent, qu'indépendant ou pas, nous formons un peuple et une nation qui refuse de disparaître.

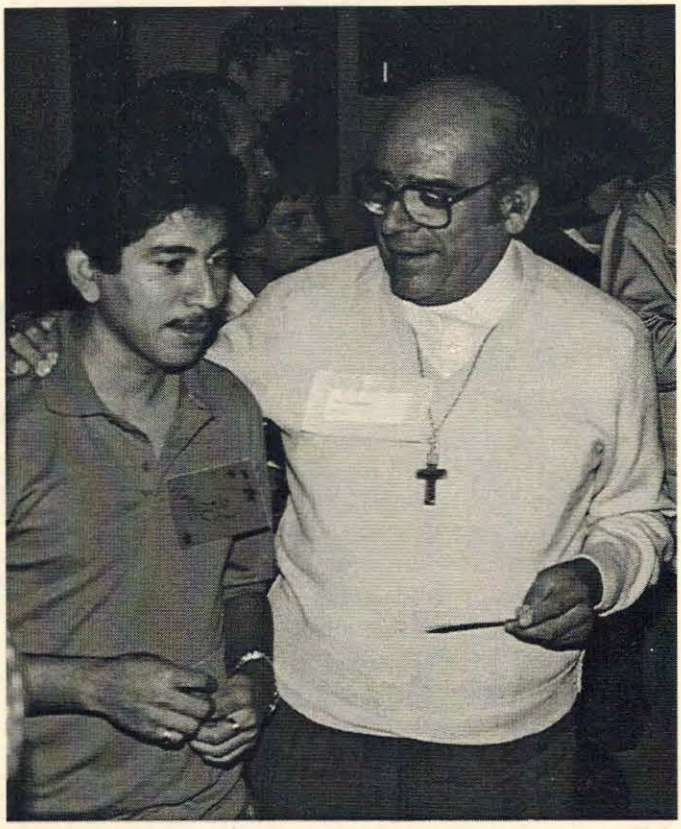
*Ce tissu social est fait d'expériences et de convivialité, de transmissions culturelles d'une identité adaptée aux modes de vie, d'une sagesse populaire ainsi que d'une mémoire historique des luttes de résistance à l'envahisseur.*

## Portrait de Mgr Samuel Ruiz,

# Évêque de San Cristóbal de las Casas

**QUI EST SAMUEL RUIZ, CET ÉVÊQUE DEVENU SIGNE DE CONTRADICTION, VÉNÉRÉ PAR LES INDIGÈNES DU CHIAPAS ET DÉNIGRÉ PAR LES PUISSANTS DE SON DIOCÈSE? QUEL A ÉTÉ SON ITINÉRAIRE? C'EST À CES QUESTIONS QUE VEULENT RÉPONDRE CES QUELQUES LIGNES TIRÉES D'UN ARTICLE PARU DANS CARTAS A LAS IGLESIAS (EL SALVADOR).**

Fils d'immigrants mexicains aux États-Unis, il naquit à Guanajuato en 1924, dans un Mexique divisé en libéraux révolutionnaires et en *cristeros* (un mouvement de paysans catholiques qui se révoltèrent après le renforcement des lois anticléricales du gouvernement révolutionnaire). La persécution religieuse et la guerre fratricide (1928-1932) accompagnèrent cet enfant éduqué dans un foyer de catholiques militants, et il comprit vite que sa vocation était de devenir prêtre. Il étudia au séminaire de León, puis alla à Rome où il obtint ses diplômes en théologie et en Écriture sainte. Il y fut ordonné prêtre en 1949 et, à son retour à León, il fut nommé recteur du séminaire. En novembre 1959, Jean XXIII le nomma évêque de San Cristóbal. Mgr Samuel Ruiz avait à peine 35 ans.



### Un évêque se convertit

Samuel Ruiz a été formé pour être un évêque traditionnel. Mais peu après qu'il eût commencé à visiter son diocèse, majoritairement indigène, la réalité de la misère le frappa. Le Chiapas était le bastion de propriétaires terriens, marchands de bois et planteurs de café; dans ce dernier tiers du XXe siècle il y avait, comme à l'époque de la colonie, tout un monde d'ouvriers agricoles logeant et vivant sur la propriété du patron.

En réalité, comme il l'a dit plusieurs fois, ce sont les Indiens qui le convertirent, non le Concile Vatican. La clef de la situation était sa conversion au pauvre, aux racines, à la culture, au peuple. Néanmoins, il lui était parfois impossible d'échapper à une déviation: l'ethnocentrisme. Il était conditionné culturellement, il avait toujours cette personnalité qui lui faisait voir la culture indigène sous l'angle de la sienne propre. Il n'avait pas encore réussi à éliminer totalement le paternalisme. Il continuait à décider pour les indigènes.

Le jour où, après une homélie en espagnol, le curé lui

dit: «Asseyez-vous, s'il vous plaît. Maintenant c'est la traduction; ici personne n'a compris. Ils ne parlent pas l'espagnol» et à ce moment, un indigène, comme l'eût fait un magnétophone, reproduisit tout ce qu'il avait dit pendant trente minutes avec une étonnante fidélité..., Mgr Ruiz eut alors l'intuition qu'il était nécessaire de parvenir à un modèle d'action pastorale où l'indigène se manifesterait lui-même au coeur de sa situation culturelle. Que naisse l'Église autochtone! Il était prévisible que ce processus d'évangélisation avec ses exigences propres conduirait à une dynamisation des cultures.

## Pasteur et Prophète

Mgr Ruiz a toujours été à la frontière de la vie et de la mort: il est réellement là où naît l'espérance, mais aussi là où Dieu est nié par l'oppression et la misère. C'est aussi un pasteur itinérant, pèlerin. Et le fait d'avoir fait l'effort d'apprendre les langues tzeltal, tzotzil et un peu de chol et de tojobal, les 4 principaux dialectes de son diocèse, montre que son comportement pastoral se réalise à partir de l'intérieur et dans l'égalité.

L'option de Mgr Ruiz pour l'Indien pauvre et la justice a donné naissance au début des années 80 à une légende noire à son encontre propagée par les grands propriétaires locaux. Ils se sont mobilisés pour demander au nonce de faire partir l'évêque de son diocèse. Mais lorsque, en 1994, la guerre au Chiapas a cédé le pas à la politique, de "subversif" Mgr Ruiz devint médiateur. Les propriétaires qui avaient demandé au Vatican son retrait durent dire: «laissez-le!». Mais le dialogue pour la paix s'est embourbé et les attaques contre l'évêque ont redoublé. Dans le cadre du harcèlement systématique qui cherchait une solution militaire au conflit, Mgr Ruiz vit s'accroître son rôle de médiateur. Son engagement inébranlable pour la justice et la recherche d'une paix digne ont fait avorter toutes les tentatives pour l'éloigner de sa fonction prophétique. Face à la militarisation croissante de l'État du Chiapas, Mgr Ruiz créa la commission nationale d'intermédiation pour éviter le génocide. Quand en décembre 1994 la reprise des hostilités paraissait imminente, Mgr Ruiz commença un jeûne évangélique indéfini en faveur de la paix, accompagné par d'autres jeûnes au Mexique et dans le monde. Ces actes obligèrent le gouvernement mexicain à reconnaître la commission nationale comme une instance jusqu'alors ignorée, et permirent le premier contact officiel direct entre un membre du cabinet de Ernesto Zedillo et l'insurrection. La clé du processus de pacification est sans aucun doute Mgr Ruiz qui est apparu dans un contexte d'injustice et de violence à la manière de Mgr Romero, avec une voix prophétique, autonome, située au coeur de la cause des pauvres et soutenue par les plus pauvres d'entre les pauvres du Mexique, les indigènes.

Mgr Ruiz rappelle les paroles d'un poète indigène qu'il a faites siennes «Ne nous fais pas la peine de sentir que tu nous abandonnes». «Je ne veux pas, insiste-t-il, causer et je ne causerai pas cette peine à mes frères indiens.»

## Un autre évêque des pauvres, Mgr Raúl Vera López

Les journalistes et les propriétaires terriens du Chiapas ont spéculé sur le fait que le Vatican avait nommé évêque coadjuteur de San Cristóbal Mgr Raúl Vera López dans le but de mettre un terme à l'action de Mgr Ruiz et d'imposer une autre ligne pastorale. Ces spéculations sont désormais en déroute. Mgr Vera López a pris possession de sa charge le 4 octobre 1995, avec droit de succession.

«Nous attendions un évêque totalement situé du côté du pouvoir et nous voyons que nous avons un évêque du côté des pauvres», s'est exclamé, tout ému, un curé du diocèse. Au début, les indigènes eux-mêmes considérèrent que Mgr Vera venait détruire l'Église autochtone, mais à le voir marcher dans la boue, se baigner et laver ses vêtements dans la rivière, traiter les enfants avec beaucoup de gentillesse parce qu'il comprenait la souffrance du peuple, les frères n'hésitèrent plus à faire leur le commentaire du prêtre: «Il apprend à être évêque.»

Mgr Vera a été témoin des atrocités commises par les groupes paramilitaires liés au parti officiel, le PRI. Il a écouté les hommes, les veuves et les orphelins persécutés par ces groupes, accusés d'appartenir à l'Armée zapatiste de libération nationale. Dans la communauté de Jolnishtie, il s'est engagé à frapper à toutes les portes pour que ses problèmes trouvent une solution, «car je connais sa souffrance puisque j'ai moi-même senti ce que c'est que d'être agressé.» Devant cela, une des autorités de la communauté lui a dit: «Mon Seigneur évêque, à présent nous sentons vraiment que tu es un évêque des pauvres.»

## Propos déambulatoires

# De l'identité sociale à l'entité marginale

**Par Cylvie Gingras**

**ON NE NAÎT PAS PLUS ITINÉRANT QU'ON LE DEVIENT DU JOUR AU LENDEMAIN. C'EST PRESQUE TOUJOURS CIRCONSTANCIEL. J'AI CONNU UN HOMME QUI, DANS SA VIE D'AVANT, ÉTAIT ARCHITECTE COMME SON PÈRE ET SON GRAND-PÈRE. IL HABITAIT UNE GROSSE MAISON AVEC FEMME ET ENFANTS. UN JOUR, IL A PERDU FEMME ET ENFANTS DANS UN ACCIDENT DE VOITURE. IL S'EN EST JAMAIS REMIS. J'EN AI CONNU UN AUTRE DONT LE PÈRE EST VENU LE MENER EN VILLE AU COIN DE ST-LAURENT ET DE STE-CATHERINE. IL N'A JAMAIS REVU SON PÈRE. IL AVAIT 12 ANS.**

Quand on subit la rue, il faut survivre et ce, encore plus que le monde ordinaire.

> *Dans la rue, il y a les alcoolos, les toxicos, les schizos, les pas réglos, les accros, les voleurs, les menteurs, les violeurs, les souteneurs, la noirceur, la laideur, la popo, les nonos, les zéros, et parmi tous ce maux faut que tu sauves ta peau.*

La survie amène souvent à poser des gestes illégaux. Peu à peu, on devient criminel à force d'en côtoyer. Vente de drogue; vols dans les maisons, dans les autos et dans les dépanneurs; vols de vélos et d'autos, recel; vol d'un pusher qui te vend de la scrap (y peut pas appeler la popo); vente et achat de pièces d'identité; vol de cartes de crédit et de guichets etc. Inévitablement, t'es recherché par la police. Quand on t'arrête pour simple vérification, tu déclines une autre identité, une autre date de naissance et t'inventes une adresse.

Il vient un temps où tu traînes pu tes papiers d'identité. T'as été chanceux une fois; le juge t'a laissé aller parce que t'avais payé quelqu'un pour pouvoir te servir de son adresse, mais si tu te fais repogner... Pas d'adresse, pas de B.E.S.. Pas de B.E.S., pas de compte de banque. L'argent, tu le gagnes chaque jour et le dépenses chaque nuit. Pas d'autres traces que celles laissées sur tes bras et autour de tes yeux.

Longtemps après qu'un surnom ait remplacé ton vrai nom, tu te rappelles même pu ta date de naissance, encore moins de l'âge que t'as. Quelle importance? Tu peux toujours inventer une date de naissance pour que tes chums te payent la traite. Il faut qu'ils te croient sur parole, parce que t'as pas de papiers pour le prouver... et anaway. Ça a pu d'importance, depuis le temps que t'as perdu ton identité : identité sociale devenue identité si sale.

Un moment donné, tu rembarques dans le monde ordinaire. Tu sais pas pourquoi t'as décroché et là, tu sais pas pourquoi tu rembarques. Tu commences tranquillement par te louer une chambre : une place où tripper pour les mauvais jours. Peu à peu, tu te tannes de voir toujours des junkies et des putains chez vous. Tu fais tout pour pu les voir, même sortir de la rue! Là, tu déménages mais tu dis pas où tu restes. Tu commences à apprendre à survivre autrement. Tu fais appel à des ressources qui t'aident à avoir ton premier chèque de B. E. S. Tu fais administrer tes sous parce que tout ce que tu connais depuis des lunes, c'est dépenser d'une main ce que t'as reçu dans l'autre! Tu retournes à l'école à temps partiel pour finir ton secondaire, y paraît que c'est primaire. Tu fais du bénévolat à temps partiel pour rencontrer du monde. Dans la rue, tu fais tout pour pas rencontrer Dame Solitude. Mais quand tu quittes le monde de la rue, elle est là qui t'attend dans le détour, comme un pusher à qui tu dois de l'argent.

On pourrait penser que c'est ça le plus dur à vivre... mais c'est pas ça... Le plus dur, c'est d'avoir le feeling que ton monde se situe nulle part, le no man's land... Pas assez straight pour fitter dans le monde normal, pu assez gelé pour fitter dans le monde de la rue. Le monde de la rue te reconnaît pu et le monde ordinaire te connaît pas et veut pas te connaître! Le pire c'est de sentir que le monde de la rue te voit comme un straight alors que pour le monde ordinaire t'es un choc culturel... Essayer de se faire un nom dans le monde ordinaire quand dans le monde de la rue t'es rien qu'un surnom...

Tout ça pour dire que ce qui est NORMAL pour le monde ordinaire (avoir une maison, une job, un compte de banque, un thérapeute, un char, une femme, un mari, des petits), c'est pas évident pour quelqu'un qui a itinéré pendant de années. Quand au départ ton père et ta mère t'ont restitué, tu peux pas croire à la famille reconstituée. Pour un itinérant, louer sa première chambre, c'est pas juste normal, c'est EXTRAORDINAIRE! Pis si une job c'est GÉNIAL pour le monde ordinaire, imaginez ce que c'est pour le sans-abri à l'abri! Vous savez, la *dégringolade* de la première marche s'est fait graduellement. Quand la dope t'as habitué *à flyer* en ascenseur, il faut que tu réapprennes à monter les marches une à une et ça, ça se fait tranquillement. Dans le fond, le meilleur ami de l'ex-itinérant, c'est le temps.

**Le néolibéralisme au Sommet**

# Qu'en pense le milieu de la solidarité internationale?

**Entrevues réalisées par**
**Joëlle Chevrier et David Poirier**

LE *CAMINANDO* A VOULU AJOUTER SON GRAIN DE SEL À LA SALADE DU CHEF QU'A ÉTÉ LE SOMMET SOCIOÉCONOMIQUE QUI SE DÉROULAIT DU 29 OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE. COMPTE TENU QUE L'ÉPICE DE LA DIMENSION INTERNATIONALE N'ÉTAIT PAS AU MENU, NOUS AVONS JUGÉ BON D'EN SAUPOUDRER POUR AJOUTER AU GOÛT! NOUS AVONS RECUEILLI À CET EFFET LES COMMENTAIRES DE QUELQUES PERSONNES DU MILIEU DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE. NOUS VOUS RÉSUMONS DONC LES RÉPONSES QUE CES PERSONNES ONT FORMULÉES AUX QUATRE QUESTIONS SUIVANTES:

1- En quoi le contenu et les conclusions du Sommet socioéconomique sont-ils différents de ce que vous connaissez dans les pays du Sud?

2- Les revendications des groupes populaires québécois sont-elles les mêmes que celles des groupes du Sud? Voyez-vous un parallèle entre la clause d'appauvrissement zéro et les revendications des mouvements populaires des pays du Sud?

3- Quels seront selon vous les effets du Sommet socioéconomique sur la justice sociale?

4- Croyez-vous que la stratégie d'un tel sommet serait avantageuse pour les organisations populaires du Sud?

# «Ici, on se fait dire qu'il faut se serrer la ceinture et au Sud ils se font dire qu'il faut faire un effort pour la nation.»

**Lyse Nadeau, Carrefour Tiers Monde de Québec**

«Selon moi, une des conclusions du Sommet c'est la victoire du discours néolibéral avec son argument massue de la compétitivité. Il me semble que le discours qui domine, c'est que le déficit est lié aux largesses du passé et qu'on doit réduire la taille de l'État à tout prix.

En ce sens, je pense qu'il y a des liens à faire avec les pays du Sud. Ici, on se fait dire: «il faut se serrer la ceinture» et au Sud ils se font dire: «il faut faire un effort pour la nation». C'est le même discours, mais le contexte est différent. On dit souvent que le Sud est en retard sur les pays du Nord, mais là-dessus les pays du Sud sont en avance sur nous. Le FMI et la Banque mondiale ont contraint les gouvernements des pays du Sud à couper partout. On peut donner de nombreux exemples de la médecine à laquelle ils goutent depuis le début des années 1980. Au Mali, on a procédé à la mise à pied massive des employés de l'État, on a encouragé le départ d'au moins 20 000 fonctionnaires. Au Chili et au Pérou, on a assisté à une vague de privatisations dans tous les secteurs de l'État. Au Nicaragua, alors que le gouvernement dépensait 35 $ par habitant pour la santé en 1989, il n'en dépensait plus que 14 $ en 1995. Au Zaïre on a vu des compressions dans le secteur de l'éducation qui ont eu pour résultat qu'aujourd'hui, il n'y a qu'un enfant sur 10 qui a accès à l'éducation.

Dans tous les pays du Sud où les programmes d'ajustement structurel ont été appliqués à la lettre, on observe un appauvrissement de la population, une diminution des conditions de vie, un accroissement du chômage et la remise en question des quelques acquis sociaux qu'il pouvait y avoir. Alors qu'ici on parle du 20 % le plus pauvre de la population, dans les pays du Sud ce pourcentage oscille entre 30 et 60 %, il atteint même 80 % dans le cas d'Haïti.

Concernant les mouvements populaires du Sud, il faut dire d'abord qu'ils ont souvent été obligés de se développer dans des contextes de répression et d'absence de liberté d'expression. Ce qui a largement contribué à les fragiliser et parfois même à les démanteler complètement. Si on regarde en particulier la clause d'appauvrissement zéro, je ne connais pas de groupes au Sud qui ont mis de l'avant ce type de revendication. Mais au-delà de la formulation, je pense qu'il y a plusieurs revendications des organisations populaires des pays du Sud qui ont le même esprit, c'est-à-dire qu'on ne peut pas accepter que la lutte au déficit ou au remboursement de la dette se fasse sur le dos des plus pauvres.

Par ailleurs, j'ai l'impression qu'ici le mouvement de mobilisation large est plus spontané et moins bien structuré que dans certains pays du Sud. Au Pérou par exemple, on assiste à un regain des organisations populaires. L'an dernier une coalition nationale s'est créée pour lutter contre la pauvreté. On a vu un phénomène semblable au Brésil où des milliers de comités se sont mobilisés et continuent de se mobiliser à travers cette démarche. Dans les deux cas, les organismes ont suscité une mobilisation à la base dans le but de favoriser la réflexion sur les causes de la pauvreté et soutenir les initiatives contre l'appauvrissement

Quant aux retombées du Sommet à plus long terme, selon moi, elles sont très minimes. Certaines personnes ont identifié des gains, notamment par rapport à la politique familiale et à l'économie sociale. Personnellement j'ai des réserves face à l'économie sociale parce que c'est aussi très valorisé au Sud et il ne faut pas oublier que cette notion a d'abord été développée par le FMI et l'OCDE. Il y a un risque que l'économie sociale dont tout le monde parle finisse par ressembler à l'économie informelle qui s'est développée au Sud.

Je crois qu'il n'y aura pas de véritable effet sur la justice sociale à moyen terme tout simplement parce qu'on a refusé de se pencher sur les véritables causes de l'appauvrissement et sur les vraies solutions pour contrer cet appauvrissement. Et là, je me réfère à deux refus importants, soit la clause d'appauvrissement zéro et une nouvelle politique fiscale qui aurait permis une meilleure répartition de la richesse.

Enfin, pour ce qui est de la valeur stratégique du Sommet, je crois que la mobilisation à la base représente une meilleure stratégie à long terme autant pour les mouvements sociaux du Sud que du Nord. Dans ce sens les groupes du Nord auraient beaucoup à apprendre des expériences des groupes du Sud.»

## *«Ici, on lutte pour conserver des acquis, alors que dans les pays du Sud ces acquis n'existent pas.»*

**Guy Lafleur , directeur de l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI)**

«D'abord on peut dire que le processus en soi est original. Le fait qu'un gouvernement rassemble les différents acteurs sociaux pour discuter du régime fiscal, d'emploi et de sécurité sociale, est quand même particulier. Ce genre d'exercice démocratique ne s'est pas passé souvent au Canada ni aux États-Unis.

C'est certainement propre à la société québécoise, et ça tient probablement à la nature particulière de ce gouvernement en rapport à son projet de souveraineté. Il est obligé de trouver des façons de dégager des consensus entre les acteurs sociaux qui sinon en resteraient au niveau de leurs divergences.

C'est sûr que les thèmes discutés au sommet revêtent une pertinence pour les pays du Sud, mais je pense que c'est très important de souligner que le contexte est différent. La crise des finances publiques s'est posée dans les pays du Sud au début des années 1980 de façon dramatique et les populations de ces pays ont immédiatement subi les contrecoups des programmes d'ajustement structurel. Si le problème est semblable, les conséquences y ont été beaucoup plus graves, compte tenu qu'il n'existait pas de filet social dans la majorité de ces pays.

Dans le cadre du démantèlement de l'État providence qu'on connaît au Québec, les revendications des groupes populaires m'apparaissent davantage comme des mesures de maintien des acquis sociaux. Dans les pays du Sud, ces éléments n'existent pas à toute fin pratique. Dans ce sens-là, c'est assez difficile d'uniformiser les revendications des groupes de base d'un pays sahélien ou d'un bidonville de Lima avec celles des groupes populaires d'ici. En général, dans les pays du Sud, les groupes populaires essaient plutôt de satisfaire des besoins de base, que ce soit sur le plan de la santé ou de l'éducation. On peut parler, d'une part, des droits socioéconomiques pour lesquels les acquis historiques sont différents de chez nous et, d'autre part, on peut parler des luttes pour les droits civiques et politiques. À ce chapitre, le moins qu'on puisse dire c'est que la démocratie fonctionne au ralenti dans plusieurs pays du Sud. Ici, on lutte pour conserver des acquis, alors que dans les pays du Sud ces acquis n'existent pas.

Concernant les effets sur la justice sociale, je pense qu'il faut considérer la nature politique d'un exercice comme le Sommet socioéconomique. Je ne pense pas que les décisions prises dans le cadre du Sommet solutionneront les problèmes, au mieux le Sommet aura permis de créer des conditions pour leur solution. En mettant ensemble les deux phases du sommet, je pense qu'on peut dire que le mouvement populaire et syndical a probablement permis de freiner l'ampleur du démantèlement de l'État et des coupures qui en découlent.

D'autre part, à plus long terme, le mouvement syndical et communautaire, en étant reconnu comme acteur social, doit générer une réponse concrète au modèle néolibéral. Nos milieux doivent penser et proposer des politiques alternatives, non seulement en terme de grande utopie, mais aussi en terme d'alternatives économiques concrètes. En ce sens, le petit pas qui a été franchi par rapport à l'économie sociale me semble intéressant. On reconnaît par le fait même l'originalité de cette économie. Il s'agit d'un enfant un peu bâtard en ce sens que l'économie sociale englobe à la fois des initiatives qui ont vu le jour dans un contexte de survie, tant au Sud qu'au Nord, mais aussi d'une économie qui s'appuie sur une base autonome susceptible d'échapper à l'économie mondiale dominante.

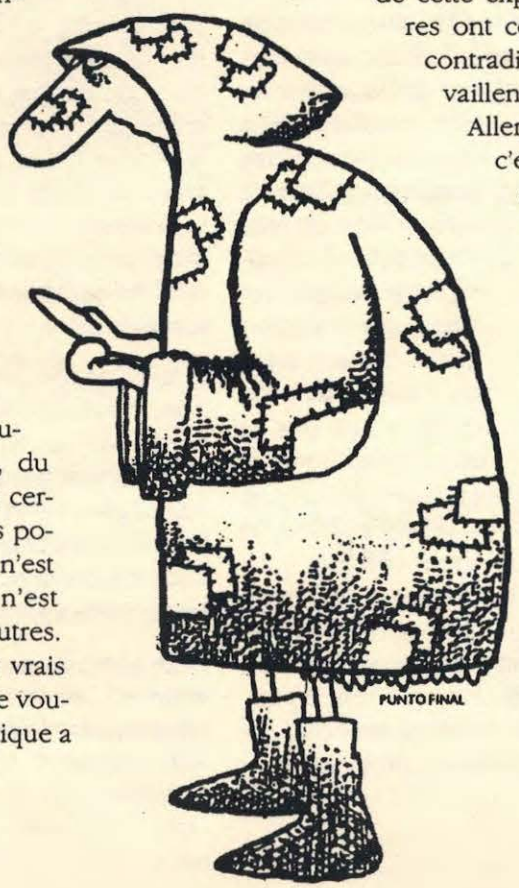
Évidemment, ce n'est pas une question réglée, il y a le danger que l'économie sociale soit confinée à une sorte d'économie marginale mais, en même temps, je pense qu'elle constitue un véritable potentiel. Ce qui est intéressant de souligner, c'est que cette «troisième voie», comme on l'appelle souvent, se développe depuis déjà une dizaine d'années dans les pays du Sud. On doit donc considérer l'importance des échanges Nord-Sud sur cette base-là.»

# «Aller vers un consensus néolibéral, c'est faire fausse route».

**Denis Labelle, Président du Comité de solidarité Tiers Monde de Trois-Rivières**

«Le contenu du Sommet est le même partout, c'est le discours dominant tant au Nord qu'au Sud: celui de la dette, celui du déficit; le problème, c'est l'emploi où la solution passe par la richesse, par les efforts des grands entrepreneurs. Ce discours n'est pas étatique, mais il passe par la tentative d'avoir un consensus sur le diagnostic d'urgence de régler la dette. Alors que l'on ne cesse de discourir, on occulte les causes structurelles: les prêteurs, les taux d'intérêt, la spéculation sur les grands marchés... Les partenaires du Sud nous alimentent à ce sujet.

Lorsque l'on regarde la clause d'appauvrissement zéro pour les plus pauvres d'entre les pauvres, il y a un piège qu'il faut éviter. C'est le même discours que la Banque mondiale et le FMI depuis 10 ans en ce qui concerne les ajustements structurels. Ces deux organismes reconnaissent les effets pervers de ces ajustements, mais ils préconisent le financement des ONG pour qu'elles s'occupent des plus pauvres d'entre les pauvres. Il y a un parallèle assez dangereux. On reconnaît les effets pervers, mais on va s'occuper des plus pauvres, on accepte l'inacceptable ou, du moins, on refuse l'inacceptable pour certains. Les revendications des groupes populaires, c'est la fiscalité équitable, ce n'est pas la clause nécessairement. Ce n'est qu'une revendication parmi tant d'autres. La distinction que l'on fait entre les vrais pauvres et les faux, ce n'est pas ce que voulaient les groupes populaires. Le politique a récupéré le discours à son avantage.




Néanmoins, malgré tout il y a eu du bon, car en même temps qu'il y avait médiatisation du discours dominant, il y avait médiatisation du discours des groupes populaires, le contre-discours. Le seul fait que l'on ait parlé du retrait de certains groupes populaires, on a légitimé et validé le retrait. On ne l'a pas juste excusé, on en a donné les raisons. Il n'y a pas d'articles qui ont traité de façon négative le retrait de Françoise David, le retrait de Solidarité populaire Québec, le retrait des jeunes étudiants. C'est nouveau, à mon avis. On est à un point tournant possiblement. Avant, une personne était jugée. Les groupes populaires ne sont pas riches, mais ils ont beaucoup de crédibilité, et plus il y aura d'effets pervers émanant du modèle néolibéral, plus ils en auront. Il faut avoir le courage de se retirer pour défendre ses idées.

J'espère que nos partenaires vont être nourris de cette expérience. Les groupes populaires ont comme nature de dénoncer les contradictions sociales parce qu'ils travaillent avec une clientèle défavorisée. Aller vers un consensus néolibéral, c'est faire fausse route. Je pense que les syndicats commencent à voir l'erreur qu'ils ont commise.

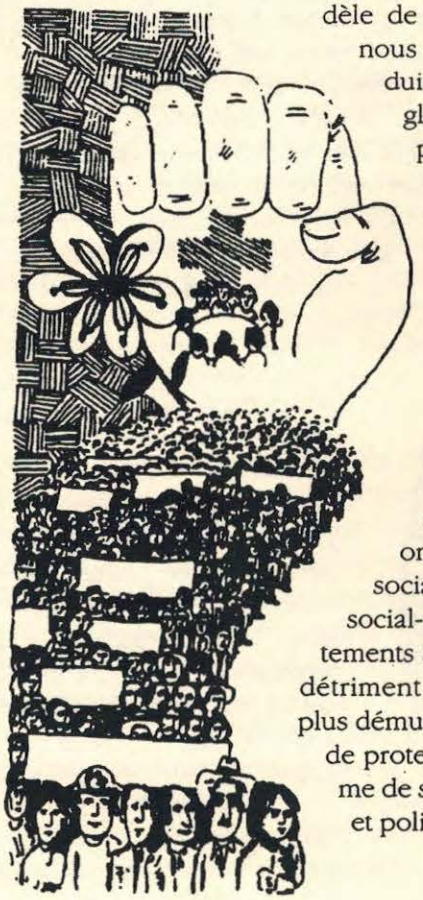
Le consensus possible est au niveau de l'analyse sur les causes et les conséquences. Le Sommet avait un consensus sur la création de l'emploi. Le prochain consensus devra porter sur l'analyse avec les groupes populaires, étudiants et syndicaux pour ne pas qu'ils se sentent piégés avant d'aller se mettre à table.

## *«Toutes les luttes se font par le partage d'un idéal le plus large possible, en se trouvant des partenaires, en s'alliant. Les ONG se sont alliées avec les syndicats pour la question de l'ALÉNA.»*

**Gervais L'heureux du Centre de solidarité internationale d'Alma**

«Il y a des points positifs au le Sommet, dont les acquis sur la politique familiale et la présence des groupes communautaires qui a permis de positionner le discours sur la clause d'appauvrissement zéro sur la place publique. Au moins, on est considérés comme partenaires, et le concept de la clause d'appauvrissement zéro a occupé une bonne partie de l'espace du Sommet. C'est bon.

Cependant, malgré ces petites victoires, ce qui ressort du Sommet, c'est l'écart grandissant entre les couches de la population, ce qui se produit aussi dans les pays du Sud. Le problème, c'est le modèle de développement qui nous est imposé pour réduire le déficit, pour régler le chômage et les problèmes d'économie. Le néolibéralisme, le capitalisme sauvage où les plus forts tirent leur épingle du jeu, c'est le même modèle que dans les pays du tiers monde. On dit aux gens qu'ils n'ont pas le choix d'embarquer et on attaque les acquis sociaux dans les pays de social-démocratie. Les ajustements structurels se font au détriment des personnes les plus démunies qui ont le moins de protection sociale. En terme de stratégie économique et politique, on se sert souvent de la mondialisation des marchés, de la concurrence de plus en plus grande entre les pays, entre les grandes entreprises. Néanmoins, on ne remet pas en question le modèle de développement.



Dans les pays du Sud, la marche est plus haute, car il y a des combats pour la démocratie et les droits. On essaie de faire reconnaître les acquis. Mais une fois sur le terrain, on doit convaincre nos alliés naturels influencés par le modèle colonialiste et préoccupés par les difficultés de leur condition de survie.

Il n'y a pas autant de cohésion, surtout en Afrique où on est encore entrain de se battre pour les droits de la personne et de la démocratie. Il y a des reculs. On a qu'à regarder le Niger, le Mali, le Burkina-Faso, il y a des choses intéressantes, mais cela reste fragile. Ils sont encore dans le modèle colonialiste.

Ils écopent le plus des politiques néolibérales, car des pays comme le Canada coupent, et les coupures énormes ont des impacts plus graves dans les pays les plus pauvres, car les marchés ne sont pas là. Où se promène notre premier ministre Chrétien? En Asie, en Amérique latine, au Chili, au Brésil, c'est là où sont les marchés. L'aide du gouvernement canadien est davantage canalisée dans le secteur de l'économie par le biais du bilatéral. Donc, indirectement, cela s'inscrit dans le modèle néolibéral favorisant le fossé entre les riches et les pauvres.

*À force de rencontrer les gens du sud, est-il possible de remettre en question ce modèle?* Toutes les luttes se font par le partage d'un idéal le plus large possible, en se trouvant des partenaires, en s'alliant. Les ONG se sont alliées avec les syndicats pour la question de l'ALÉNA. On est gagnant à partir du moment où l'on met sur la table un concept clair, articulé comme la clause d'appauvrissement.

Nous sommes dans une lutte beaucoup plus large. C'est vraiment le modèle de développement que l'on doit remette en question, et cela, c'est tout un combat.»

## *«Ce qui se passe au Chiapas est pour moi ce qui est le plus prophétique actuellement et pour le Sud et pour le Nord, car il s'agit de contester le néolibéralisme et aussi de chercher une voie autre que celle de prendre le pouvoir.»*

**Renaude Grégoire du Réseau Salut le Monde!**

«Pour illustrer ma vision du Sommet socioéconomique, je dirai que ce fut la rencontre des grands du Québec qui se sont assis autour de la table de laquelle ils ont laissé tomber des miettes par terre que les autres vont essayer de se partager. Et même s'ils tentent de nous faire croire qu'ils donnent quelque chose d'une main (des emplois par exemple...), on sait très bien qu'ils vont tout reprendre de l'autre... (par exemple, la taxe spéciale de la solidarité). En ce sens, le contenu et les conclusions du Sommet nous laissent croire à une concertation pour le bien du peuple, mais, en fait, c'est une grande mise en scène devant caméras qui exclut la présence des appauvris et des premières victimes du néolibéralisme. Ce sont les mêmes politiques néolibérales que l'on essaie de passer ici comme dans les pays du Sud. Chaque gouvernement invente sa façon de nous faire avaler la pilule! Et l'attitude de nos syndicats manque de radicalisme, ils ne tiennent pas assez compte des intérêts des non-travailleurs et des non-syndiqués.

La clause d'appauvrissement zéro est au fond, une manière de dire, le seuil critique qu'il faut éviter au Québec. Il y a quelques années, si on nous avait annoncé que ce serait une demande importante de la part des groupes communautaires et populaires, personne, ou presque, n'aurait pu le croire.

Que ce soit la demande de la clause d'appauvrissement zéro ou la revendication du peuple haïtien de passer de la misère à la pauvreté digne, c'est le même combat tenant compte des contextes respectifs de chaque pays: donnez-nous les moyens de vivre une vie digne! Tel est le cri des masses.

Les effets du Sommet socioéconomique sur la justice sociale? En fait, le Sommet a permis un réveil des groupes qui ont multiplié les actions et les revendications. Quelqu'un m'a dit: «Avec le Sommet et les actions, on aurait pu être à temps plein dans les manifs et le jeûne.» Mais en même temps, cette table des possédants et des politiciens permet aussi de faire passer le discours des coupures et du déficit zéro. Le drame, c'est qu'il n'y a pas encore dans la population en général de remise en question du système qui fait que les pauvres sont plus pauvres et les riches, plus riches. Et là-dessus, les gens habités par la justice sociale ont beaucoup de travail sur la planche.

Le Sommet socioéconomique est une mise en scène qui ne rend pas dupes les pauvres. Je ne crois pas que cela constitue un événement pertinent pour les organisations populaires du Sud. Le Nord n'a rien à montrer au Sud. Ce qui se passe au Chiapas est pour moi ce qui est le plus prophétique actuellement et pour le Sud et pour le Nord, car il s'agit de contester le néolibéralisme et aussi de chercher une voie outre que celle de prendre le pouvoir. Ce qui donne espoir, ce n'est pas de voir les riches et les politiciens s'asseoir à la même table, mais plutôt de voir les appauvris faire des actions que ce soit une rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme ou une marche du pain et des roses. Ce sont eux qui disent le mieux qu'ils valent plus que les miettes qu'on leur fait miroiter. Les groupes populaires et les appauvris sont des gens de justice.»

## *«Ce que je trouve un peu désolant, c'est que la dimension internationale était tout à fait absente du débat.»*

**Raymond Levac de Développement et Paix, Directeur de l'éducation pour le secteur francophone**

«Je pense que lorsqu'on compare ce qui s'est passé au Sommet avec ce qui ce passe dans les pays du Sud, on peut dire qu'il y a des choses semblables dans des contextes différents. Le contexte semblable, c'est que tous les États autant du Nord que du Sud subissent des pressions pour laisser aux forces du marché toute la liberté voulue pour fonctionner sans contrôle de l'État.

Au Sommet, le gouvernement cherchait à établir un consensus par rapport aux ajustements à faire pour s'adapter au contexte de mondialisation de l'économie. En mettant la dette au centre de ses interventions, le gouvernement cherche évidemment à réduire la taille de l'État. De son côté, le mouvement populaire, lui, vise à donner des services de santé et d'éducation à la population. La différence fondamentale entre le Nord et le Sud, c'est qu'ici, la bataille vise à stopper l'érosion de l'État providence, alors qu'au Sud, le rôle du mouvement populaire, c'est de faire en sorte que l'État s'implique dans le domaine de l'éducation et de la santé. Dans le fond, on peut dire que c'est le même pattern, sauf qu'ici on tente de protéger des acquis qui disparaissent, alors que, là-bas, on essaie d'en obtenir.

L'autre élément présent au Sommet qui nous intéresse en particulier, c'est toute la dimension de l'économie sociale qui, je pense, rejoint assez les initiatives qui se prennent dans les pays du Sud. Par contre, je pense que les interventions du mouvement populaire québécois visent à faire reconnaître l'économie sociale comme quelque chose pouvant être appuyé par l'État, alors qu'au Sud, je ne suis pas certain qu'on compte beaucoup sur l'État en ce qui concerne l'économie sociale et l'économie solidaire.

Évidemment, il y a une certaine ambiguïté par rapport à l'économie sociale. Dans un contexte où l'État se retire de plus en plus des services sociaux pour laisser la place à l'entreprise privée, certains considèrent qu'il est préférable que le secteur communautaire occupe cet espace dans le but d'y conserver un minimum de contrôle démocratique. Mais en soi, je ne pense pas que l'économie sociale doit s'attendre à l'appui de l'État. Dans ce sens, il y a sûrement des liens à faire avec les organisations du Sud qui, de toute façon, doivent se débattre pour survivre.

Si on pense à la clause d'appauvrissement zéro, évidemment, il n'y a rien de comparable avec les pays du Sud parce qu'en fait, on doit considérer que c'est souvent la majorité de la population qui est concernée par la pauvreté.

Quant à l'impact sur la justice sociale, je pense que le mouvement syndical a perdu la bataille par rapport à la fiscalité. Le gouvernement a retenu les mesures qui faisaient son affaire et a rejeté celles qui ne faisaient pas son affaire. Par contre, au plan idéologique, le mouvement populaire a gagné une plus grande crédibilité et une meilleure visibilité dans l'opinion publique.

Pour ce qui est de la stratégie, je pense que de toute façon, il n'y a pas de stratégie absolue, même pour le Québec. À première vue, on peut dire que le Sommet n'a pas été un grand succès, mais il vaut probablement mieux participer dans un lieu comme celui-là que de subir ce qui ce passe en Ontario.

Je ne pense pas qu'un sommet comme celui-là puisse se réaliser dans bien des pays du Sud. Il faut quand même que le gouvernement considère ce genre de concertation dans sa stratégie. Ce qui est caractéristique du Québec, c'est que le gouvernement souverainiste actuel doit composer, d'une part, avec les milieux financiers et, d'autre part, avec les syndicats et le mouvement populaire.

En conclusion, ce que je trouve un peu désolant, c'est que la dimension internationale était tout à fait absente du débat. En fait, le seul à en parler, c'était le gouvernement et il en parlait pour insister sur l'importance des ajustements à apporter pour accroître la compétitivité du Québec dans le cadre de la mondialisation. Aussi, les syndicats ne mettent pas suffisamment l'accent sur les alliances à faire avec les forces populaires du Sud. Il faut absolument travailler dans ce sens-là, parce que sinon, les mouvements progressistes vont s'amoindrir.»

# Le néolibéralisme au Chili ou le jaguar et sa proie

**Par Jean-Claude Ravet**

**APRÈS 7 ANS DE DÉMOCRATIE AU CHILI, UNE RÉVOLUTION «INOUÏE» EST À L'OEUVRE, QUI S'APPARENTE PLUS À UNE TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ EN FICTION ET DE LA FICTION EN RÉALITÉ DANS LAQUELLE RÈGNE L'ILLUSION DES MOTS, LE DÉNI DU PASSÉ, LA FIXATION OBSESSIONNELLE À LA PROMESSE TECHNIQUE DU MARCHÉ. QUELLE ÉTRANGE CHOSE QU'UN PAYS D'AMÉRIQUE LATINE NOUS PRÉCÈDE DANS LA POSTMODERNITÉ DE COUPE NÉOLIBÉRALE. SANS ATTACHE À UNE MODERNITÉ AVEC LAQUELLE LE CHILI N'A EU QUE DES RENDEZ-VOUS MANQUÉS, IL S'EST LANCÉ TÊTE BAISSÉE DANS CETTE FRÉNÉSIE NÉOLIBÉRALE QUI CONSISTE À FAIRE D'UN PRÉSENT DISCIPLINÉ AUX LOIS DU MARCHÉ LE GAGE DU BIEN-ÊTRE, NON PAS DE LA SOCIÉTÉ - QUI RENVERRA TOUJOURS À UN VIVRE-ENSEMBLE À CONNOTATION TROP HUMAINE - MAIS DE L'ÉCONOMIE COMME TELLE QUE LA CLASSE «ENTREPRENEURIALE», CERTES, SYMBOLISE DE MANIÈRE PRIVILÉGIÉE.**

C'est l'économie au pouvoir, qui fait son adage de la réflexion de Ford lorsqu'il était président des É.U.: ce qui convient à General Motors convient à tout le pays. Ce discours médiatisé projette le pays dans une virtualité si soutenue qu'elle accule la grande majorité des gens, faute de s'y reconnaître, à se vivre eux-mêmes comme pure fiction devant une réalité écrasante, irréversible.

Le jaguar de l'Amérique latine est en effet une vérité accablante et féroce. L'écart impressionnant entre les riches et les pauvres, qui fait du Chili un des pays les plus inégaux de la planète, n'a pas décru durant la démocratie, au contraire. En 1994, un rapport des Nations-Unies révélait que le quintil (20%) le plus pauvre de la population reçu 4,6% du revenu national alors que le quintil le plus riche obtint 56,1%. S'il est vrai que durant le gouvernement démocratique il y eut une diminution statistique sensible de la pauvreté, il est aussi vrai que les riches sont devenus plus riches, s'accaparant plus de revenu. De plus, l'écart entre le revenu des plus riches et celui des plus pauvres, au lieu de diminuer par rapport à ce qu'il était durant la dictature, a augmenté.

Pour visualiser un peu la précarité à laquelle la grande majorité du peuple chilien est confrontée quotidiennement, on n'a qu'à considérer qu'un travailleur au salaire minimum (200$/mois) — ce qui est le lot d'un grand pourcentage des travailleurs et des travailleuses — doit dépenser 20% de son salaire pour le transport seulement.

En septembre dernier, un rapport de la Banque mondiale faisant acte de l'inégalité salariale (61% du revenu national est concentré dans le quintil le plus riche de la population) a été aussitôt rejeté en bloc par le gouvernement comme ayant été réalisé à partir d'une méthodologie erronée! En fait, le gouvernement en arrivait même à la conclusion, reprise à l'unisson par les médias: «notre pays est l'un des plus égalitaires». Le discours «officiel» du gouvernement clôt le débat. C'est là le fruit de ce qui a été nommé «*la democracia de los acuerdos*», la démocratie du consensus.

Si la Commission nationale Justice et Paix de l'épiscopat a eu le courage de remuer l'apathie politique en dénonçant ouvertement cette iniquité dissimulée sous la couverture publicisée des succès macro-économiques qui profitent, à une minorité, dans le document «*Es Chile un país équitativo?*», l'Église chilienne dans son ensemble a cecendant pris un tournant très conservateur. Les pastorales solidaires des paroisses deviennent «*asistencialistas*» lorsqu'elles ne disparaissent pas tout

bonnement. Une anecdote douloureuse qu'une responsable laïque d'une Vicairie zonale de Santiago m'a relatée, reflète bien la vague paternaliste et cléricale qui prévaut dans les paroisses: un prêtre demanda une enquête socio-économique auprès des responsables de sa pastorale de solidarité afin d'en exclure ceux et celles qui seraient pauvres, ils pourraient succomber à la tentation!

L'ambassadeur des É.U., cet été, rappelait innocemment une vérité de La Palice: les forces armées ne sont pas entièrement soumises au pouvoir civil. La Constitution rédigée durant la dictature en fait foi. Pourtant, le gouvernement élu en vue de réformer cette constitution sera le premier à défendre les militaires et la constitution comme étant démocratiques, exigeant des excuses de l'ambassadeur. Un discours dissonant était insupportable, il rappelait au delà du discours la simple réalité criante qu'il faut rendre inaudible à tout prix pour laisser place entièrement à la «réalité» discursive orchestrée par les médias. Ce qui est réel dorénavant, c'est ce discours sans plus, prometteur dans la mesure où l'on oublie le passé et où l'on vit le présent comme adéquation à un comportement conforme au diktat du marché. Ceux qui ont souffert les violations des droits humains, la torture, la disparition des membres de leur famille, les pauvres des bidonvilles, tous ceux-là doivent se convaincre qu'il n'ont plus rien à dire maintenant, que le passé brouille la pratique efficiente qui n'a de mémoire que technique, opératoire, que les revendications matérielles trouveront en temps voulu leurs solutions techniques et que la réconciliation passe par l'oubli.

Le gouvernement de technocrates du président Frei a proposé récemment un projet de loi ayant pour conséquence l'impossibilité de rouvrir les cas des détenus-disparus, il a été battu parce qu'il impliquait une réforme constitutionnelle — ce que la droite ne peut tolérer. Prêcher ainsi la réconciliation, c'est déclarer vaincus ceux qui ont lutté contre la dictature et «gagné» la démocratie actuelle, en laissant intact ceux-là même qui ont joui du régime militaire et se sont résignés à la démocratie. Étrange retour des choses qui laisse un goût amer à ce peuple qui ne trouve plus d'espaces où s'entendre et se dire. Durant la dictature, il y avait deux Chili, celui des oppresseurs et celui des opprimés. Mais, ces derniers avaient des espaces où dire leur parole exclue. Aujourd'hui il n'y en a plus qu'un, celui du succès économique, ceux qui n'y participent pas n'existent tout simplement pas. En fait, seul l'appartenance au marché permet d'être reconnu. L'être humain en tant que tel semble de trop!

La mort de l'amiral Merino et du Général Mendoza, deux membres de la junte militaire, fut l'occasion d'éloges funèbres largement retransmis par les médias, sans compter que le premier eut droit en plus en tant qu'ex-vice-président à des funérailles nationales. À la télévision, dans les journaux aucun rappel des graves injustices et des crimes dont ils furent responsables. Un des rares militaires sanctionnés, le général Contreras, purge sa peine de six ans dans une prison-hôtel spécialement aménagée, avec serviteurs, visites sans restrictions et honneurs militaires en sus.

La célébration militaire du serment d'allégeance au drapeau qui se faisait traditionnellement en privé dans les casernes, s'est réalisée pour la première fois cette année devant le palais du gouvernement, où siègeaient côte à côte sur l'estrade d'honneur, le Président Frei et le général Pinochet!

L'amnésie sélective, consistant à oublier une large frange de la population, son histoire, ses demandes, ou au mieux à les réduire à des statistiques, n'est pas une maladie proprement chilienne. Elle semble devenir le remède miracle proposé par les néo-guérisseurs des sociétés postmodernes, qui fait dire sans rougir à Bouchard que les pauvres doivent se serrer la ceinture, alors qu'étrangement, l'écart entre les riches et les pauvres ne fait que s'accroître ici aussi!

## Le Jeûne à relais du refus de la misère:

# Entre l'imprévu et l'utopie

**Par Jean-Yves Rousseau. du CAPMO**

**L'IDÉE EST VENUE UN SOIR DE SEPTEMBRE DANS UNE RENCONTRE DU CARREFOUR DE PASTORALE EN MONDE OUVRIER. NOUS ÉTIONS UNE TRENTAINE À ANALYSER LA CONJONCTURE ENTRE DEUX SOMMETS: LES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES SONT EN TRAIN D'IMPLOSER – D'EXPLOSER PAR EN-DEDANS –, ELLES ONT LES BRAS COUPÉS DEVANT CE QUI LEUR ARRIVE, ON SE SENT TOUS SUR LA CORDE RAIDE, LE FILET DE SÉCURITÉ EST DE PLUS EN PLUS TROUÉ ET NOTRE SOCIÉTÉ ÉVITE LES DÉBATS DE FOND. NOUS AVONS IDENTIFIÉ DES ENJEUX: LA SOLIDARITÉ SOCIALE, LE CONTRÔLE DE NOTRE DÉVELOPPEMENT ET DE LA CRÉATION D'EMPLOI, LA DÉMOCRATIE ELLE-MÊME. IL NOUS FALLAIT UN GESTE QUI SERVE À RETISSER NOS SOLIDARITÉS. L'UN DE NOUS A PROPOSÉ UN JEÛNE POUR FAIRE LE PONT ENTRE LE 17 OCTOBRE, JOURNÉE MONDIALE DE L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ, ET LE SOMMET SUR LE DEVENIR SOCIAL, LE 30 OCTOBRE: 13 JOURS PENDANT LESQUELS ON JEÛNERAIT À RELAIS AU PAIN ET À L'EAU, CHACUN, CHACUNE PENDANT 24 HEURES.**

Il nous fallait un lieu symbolique à occuper pendant tout ce temps. Au Congrès de l'Entraide missionnaire, Jacques Gaillot avait parlé de l'expérience des sans-papiers qui avaient occupé une église en France. Madone a pensé à l'église Jacques-Cartier, dans le quartier Saint-Roch à Québec. Mario Dufour, le curé, s'est dit d'accord. Après bien des questions sur ;a pertinence de tenir un événement civil dans une église ou pas, le comité organisateur qui s'était mis sur pied entre-temps a opté pour cette solution. Ce comité organisateur rassemblait des syndicats et des groupes communautaires. Il a formulé les revendications devant être acheminées aux participants et participantes du Sommet:

- ❒ un engagement à l'appauvrissement zéro envers le cinquième le plus pauvre de la population;
- ❒ un investissement important en argent neuf pour la création d'emplois durables et de qualité dans l'économie solidaire;
- ❒ une réforme de la fiscalité qui stoppe l'accroissement des écarts entre riches et pauvres et qui amorce leur réduction;
- ❒ un débat public sur la réforme de la sécurité du revenu qui fasse une large part aux personnes assistées sociales.

Plusieurs groupes régionaux et nationaux ont adopté le geste et les revendications de telle sorte que c'est plus de 2500 personnes qui se sont inscrites comme jeûneurs et jeûneuses. Ces personnes provenaient de plus de 130 localités. Des jeûnes se sont tenus en plusieurs endroits au Québec: Roberval, Malioténam, Jonquière, Chibougamau, Montréal ...

Sur place, à l'église Jacques-Cartier, s'est vécue la solidarité qu'on voulait retisser à la grandeur du Québec. Il y avait de la place pour tout le monde dans cette petite église. Riches comme pauvres ont jeûné au pain et à l'eau. Professeurs d'université et experts du refus de la misère que sont les personnes qui vivent la pauvreté ont partagé leurs savoirs. Un dialogue s'est amorcé entre des agent-e-s d'aide sociale et de personnes assistées sociales. Des élu-e-s et des citoyen-ne-s se sont écoutés et se sont parlé. Et, chaque soir, on se rassemblait pour une prise de parole: il n'y avait plus de sans-voix parmi nous.

Il y a eu ensuite le Sommet et sur la table, la proposition d'un engagement à l'appauvrissement zéro du cinquième le plus pauvre de la population apportée par les groupes communautaires. Cette proposition avait été soumise pour une première fois par le CAPMO à la Commission sur la fiscalité, en août dernier. En quelques semaines, elle a donc fait un bon bout de chemin.

La proposition est devenue un point de ralliement pour plusieurs. Elle ne fut pas adoptée dans son intégrité par les participantes et participants du Sommet. Le gouvernement a refusé de s'engager sous prétexte qu'il perdait ainsi des marges de manoeuvre[1] au risque de diminuer encore davantage celles des personnes les plus pauvres. Il a présenté plutôt une contre-proposition qui réduisait son engagement aux personnes ayant des contraintes sévères ou permanentes à l'emploi, et à un effort de ne pas appauvrir les autres. Malgré tout, l'idée de ne pas appauvrir le cinquième le plus pauvre de la population est maintenant sur la place publique. Il restera maintenant à l'expliquer davantage et à faire en sorte qu'elle s'applique réellement sur la base, non du statut des personnes, mais de leur revenu[2]. En ce qui regard l'économie sociale, le Sommet a également pris des décisions importantes qui rejoignent en partie notre deuxième revendication réclamant de l'argent neuf pour créer des emplois. Quant aux revendications d'un débat public à l'aide sociale faisant une large place aux personnes qui en vivent et d'une réforme de la fiscalité, il semble bien que nous connaîtrons la suite dans les prochains mois et qu'il faudra se montrer plus que vigilant-e-s.

## Être disponibles à l'imprévu

En relisant les événements des derniers mois, on voit que la route pour ce Jeûne s'était tracée peu à peu. On s'était demandé cet été, sans savoir ce qui nous attendait, ce que ça voulait dire: «L'endroit est trop étroit pour moi. Fais-moi place pour que je m'y installe.» (Is 49,20). Depuis quelques mois au CAPMO, on s'était promis d'être présents aux plus pauvres sans être plus précis. Il y avait de l'imprévu dans l'air: on avait bien une petite idée des projets énumérés dans notre plan d'action de l'année mais on attendait des confirmations. Et Mgr Gaillot, au Congrès de l'Entraide Missionnaire, a lancé: "Faites-le et ça se fera!" Le projet a surgi. *Carpe Diem*. On a saisi l'occasion bien simplement pour retisser des solidarités et faire avancer certaines idées. On a vécu proche des personnes et de leurs besoins. On a fait toute la place à l'autre dans un lieu où toute la place est à Dieu. On a réussi une mobilisation et une solidarité désirées par notre milieu sans que nous l'ayons prévu.

## La responsabilité politique: un test pour la foi

Au CAPMO, notre réflexion aide à ce que nos actions soient cohérentes avec nos valeurs. Il nous semblait, en analysant la conjoncture au début de septembre, que nos situations de vie exigeaient de chacun et chacune un geste solidaire. Nous étions prêts à poser un geste non violent qui passe par chacun et chacune d'entre nous sur la base de notre responsabilité politique d'abord. Conséquemment, l'événement devait être civil. Certains d'entre nous avaient aussi des motivations spirituelles. Il fallait pour ces personnes vivre l'événement civil en soi en ne cherchant ni à cacher leurs valeurs, ni à les imposer. Le test était de vivre notre responsabilité politique sans renier nos valeurs et sans les imposer à d'autres.

On a appris qu'à vivre pleinement notre responsabilité politique, on enrichit notre foi. Qu'à faire de la place aux autres, nos solidarités s'élargissent et se concrétisent. L'utopie, nommée Royaume de Dieu par les uns et projet de société par d'autres, n'est plus source de découragement mais d'espérance quand elle est portée par plusieurs et enrichie de leurs expériences. L'utopie est plus proche de nous maintenant parce que notre réalité s'en est approchée. On a appris à vivre d'abord et davantage entre nous ce qu'on veut faire vivre aux autres, en particulier à nos décideurs. On a appris qu'une partie des décisions importantes dans notre société relève de notre responsabilité, qu'elles doivent passer par nous et que notre responsabilité ne se délègue pas. Des décideurs qui voudraient véritablement réaliser la solidarité et l'équité auraient la vie plus facile dans une société vivant ces valeurs sur une base large.

On a créé non seulement un événement mais un lieu dont on s'ennuie maintenant. Il y avait de la place à l'église Jacques-Cartier pour beaucoup de monde et toutes sortes de monde. Un journaliste du Soleil, Alain Bouchard, a écrit que les matelas ne doivent pas être bien loin. Plusieurs personnes seraient prêtes à recommencer, juste pour goûter un moment au bonheur de la parole et de l'action solidaire. Chacun et chacune est capable de laisser de la place à l'imprévu et de saisir l'occasion toute simple d'une présence aux autres. Justement, le gouvernement va bien finir par déposer son projet de réforme de la sécurité du revenu. Un débat public qui ferait beaucoup de place aux personnes assistées sociales, ce serait si simple... et si révolutionnaire!

---

1 Du genre de celles qu'il a utilisées pour l'assurance-médicaments et pour la loi 115. L'objectif d'un engagement à l'appauvrissement zéro du cinquième le plus pauvre de la population n'est pas de réduire les marges de manoeuvre du gouvernement, ni de l'empêcher de mettre en place des mesures progressistes comme aurait pu l'être l'assurance-médicaments, autrement dit de l'empêcher de gouverner. L'objectif est d'instaurer une éthique qui prévienne la possibilité de mettre en place de nouvelles lois 115, qui prévienne autrement dit la possibilité de gouverner sans tenir compte de l'impact des décisions sur les revenus des personnes les plus pauvres, prises globalement sous un certain seuil, et sur leur dignité. C'est s'entendre sur un niveau plancher et accepter de dire: sous un certain niveau de revenus, il est indigne de nous de priver davantage les gens, d'autres solutions sont possibles, trouvons-les.

2 Voir l'article de Vivian Labrie, «Pour mieux comprendre la clause d'appauvrissement zéro», Le Devoir, 11 novembre 1996.

# Un économiste féru d'éthique

**par Jean Pichette**
**(Le Devoir, 18 novembre 1996)**

***«TOUS LES ÉCONOMISTES, DEPUIS TURGOT ET ADAM SMITH EN PASSANT PAR MARX, STUART MILLS, ALFRED MARSHALL ET KEYNES, ONT ÉTÉ DES GENS TRÈS PRÉOCCUPÉS PAR LES QUESTIONS ÉTHIQUES. LE GRAND RISQUE DE LA PÉRIODE ACTUELLE, CE SERAIT QU'UNE SEULE VALEUR COMPTE, NON PAS UNE VALEUR ÉTHIQUE, MALHEUREUSEMENT, MAIS UNE VALEUR QUI A LA FORME TRÉBUCHANTE DE L'ARGENT, QUI EST EN TRAIN DE DEVENIR LE CRITÈRE DE TOUT.»***

Professeur d'économie à l'Université de Paris VII, Michel Beaud connaît par coeur les litanies néolibérales. Coauteur, avec Gilles Dostaler, professeur à l'UQUAM, d'un ouvrage important sur *La Pensée économique depuis Keynes*, il s'oppose avec force à la tendance actuelle de couper l'économique du politique et de l'éthique.

*«Keynes disait que l'économique, le politique et l'éthique sont les trois passagers d'une voiture, en ajoutant que ce n'est pas l'économique qui doit être au volant. Mais actuellement, dans la plupart des pays, on laisse de fait le jeu des forces économiques régler les problèmes, parce que les politiques n'ont pas de projet à proposer à la population. On en est au point où c'est presque honteux aujourd'hui de dire qu'on prend une position éthique! Mais il faudra bien remettre l'éthique à sa place si on ne veut pas que notre société devienne une jungle où chacun risque, au moindre accident, de basculer dans cette zone dangereuse où il n'est plus intéressant pour le monde économique.(...)*

*D'après les données publiées dans un numéro récent de la revue Fortune, les profits des 500 premières entreprises dans le monde sont plus importants que la production du milliard d'habitants les plus pauvres de la planète. Et le chiffre d'affaires de ces mêmes entreprises est presque égal à la moitié de la production brute mondiale. (...)»*

Dans ce système de marché oligopolistique, de très grands groupes échappent à la concurrence et négocient entre eux les règles du jeu, pour ensuite redevenir concurrents et imposer des contraintes à des entreprises, des régions, des pays, qui se battent pour obtenir une partie des contrats de sous-traitance. *«La concurrence est bien réelle, mais elle est utilisée par de très grands acteurs mondiaux, dont on n'imagine même pas le poids. On est donc très loin du marché traditionnel. Alors quand on parle de libéralisme dans ces cas-là, on se moque de nous!»*

Auteur d'une *Histoire du capitalisme*, M. Beaud demeure pourtant un ardent défenseur du marché. *«Le marché est un mécanisme économique fondamental, presque aussi important, je dirais, que l'élection en politique. Il est irremplaçable pour faciliter les ajustements entre les acheteurs qui ont un pouvoir d'achat, et les producteurs. Mais il est absurde de croire que le marché peut à lui seul tout régler.»*

Si le capitalisme, comme l'avait déjà noté Marx, permet un développement sans précédent de la production de richesses de toutes sortes, il souffre d'un vice fondamental qui exige qu'on en tempère les effets. La capitalisme, qui ne s'intéresse qu'aux besoins solvables, laisse de côté tous ceux qui n'ont pas les moyens de se payer les biens produits. *«Si on ne met pas d'argent pour satisfaire les besoins élémentaires des plus pauvres en eau potable, en alimentation et en santé, ces gens resteront à l'écart, comme on le voit déjà aujourd'hui, où le cinquième de la population mondiale accapare 80% des richesses pendant que deux autres cinquièmes n'en pos-*

*sèdent que 3%. Et ce fossé colossal s'aggrave sans cesse. Si on n'arrive pas à le réduire, on va se retrouver avec un monde encore plus dangereux qu'aujourd'hui dans les prochaines décennies.»*

Plus la société est inégalitaire, moins on peut s'en remettre strictement au jeu du marché. M. Beaud ajoute qu'aucune société n'a de toute façon trouvé sa cohésion sur la seule base du marché. *«Partout, l'État a joué un rôle central dans le développement du capitalisme, pour la création de la monnaie et la surveillance des institutions de crédit, pour la création du marché du travail et la régulation progressive du nouveau système de salariat, et pour la surveillance de la qualité des produits, de la protection des consommateurs et de l'environnement, etc. (...). Il est clair qu'il y a actuellement une inadéquation entre la mondialisation des marchés, d'un côté, et le fait que le seul régulateur cohérent reconnu efficace soit l'État. Mais avec la mondialisation, la régulation par l'État national ne suffit plus, et l'un des grands défis de la prochaine décennie sera de trouver de nouveaux systèmes plurinationaux, continentaux ou mondiaux qui vont permettre de trouver, progressivement, de nouveaux équilibres.»*

Michel Beaud note que le développement des marchés financiers, à l'échelle de la planète, exige la mise en place rapide d'un système mondial de régulation. *«À l'époque de Keynes, dans les années 30, le montant des activités monétaires et financières était à peu près deux fois celui du commerce international. Dans les années 70, il était à peu près dix fois plus grand. Aujourd'hui, cent fois plus grand! À cet égard, le rôle de la Banque mondiale et des grandes banques centrales est de rassurer, et c'est ce qu'elles font. Mais on voit aussi différents rapports de la BRI (Banque des règlements internationaux) et du FMI (Fonds monétaire international) et on entend des responsables qui parlent dans le privé et qui disent que s'il y avait une panique financière, on ne pourrait rien maîtriser.»*

S'il prône depuis longtemps un mariage du marché et du plan, le professeur reconnaît que certaines formes d'interventions de l'État, qui se justifiaient dans les années 50, 60 ou 70, peuvent ne plus être pertinentes aujourd'hui. Et il admet du même coup que les problèmes actuels ne peuvent s'expliquer entièrement par les méfaits du libéralisme. *«Je crains que dans beaucoup de nos sociétés, les pouvoirs publics, les intellectuels et les organisations sociales aient accepté l'accentuation des inégalités. Ça me paraît très grave. Plus personne n'a le courage de dire qu'il faut qu'un certain nombre de catégories sociales fasse des sacrifices si on veut que notre société conserve une cohésion. Et ça, ce n'est pas une question de libéralisme et de compétition, qui rendent cependant la chose plus difficile. Il y a un manque de perspective, de courage, d'éthique, qui fait que finalement, les fonctionnaires, dont je suis, les responsables économiques, dont je ne suis pas, et différents groupes sociaux s'accommodent d'une situation où se creusent les inégalités, et préfèrent payer plus de forces de police et de forces répressives plutôt que de rechercher un nouvel équilibre pour la société.»*

*Ceux qui voient dans la croissance économique la clé des problèmes actuels devraient ainsi réviser leurs positions. Il est facile de faire miroiter la croissance comme solution à tous nos maux, mais cela permet surtout d'éviter de poser la question fondamentale.*

Ceux qui voient dans la croissance économique la clé des problèmes actuels devraient ainsi réviser leurs positions. Il est facile de faire miroiter la croissance comme solution à tous nos maux, mais cela permet surtout d'éviter de poser la question fondamentale. *«Chaque société doit trouver en elle-même le mélange de sacrifices, de compromis, de recherche de l'équité qui permet de faire une place à chacun. Il s'agit de savoir si on est prêt à accepter qu'une partie de la population ne trouve pas vraiment sa place dans la société. Je crois que dans l'après-guerre, il y avait ce souci de donner sa place à chacun dans la société. Mais ce compromis est abandonné depuis quelques années et il n'y en a aucun qui se dessine à l'horizon. Il n'est pas étonnant, dans cette perspective, que chaque groupe se replie sur la défense de ses seuls intérêts. (...) Une fois les problèmes identifiés, on doit faire comme si c'était la guerre. À l'occasion d'une guerre, en l'espace de quelques mois, on peut mobiliser 40% des ressources pour fabriquer des trucs pour tuer et détruire. Est-ce qu'on n'est pas capable de mobiliser ces ressources, y compris scientifiques et techniques, pour nous aider à résoudre les grands problèmes identifiés? La question est au fond très simple. Elle consiste à savoir si on aura un monde humain ou soit inhumain, soit très largement détruit. (...) Il y a toute une gamme de moyens d'action qui existent déjà, mais il faut d'abord prendre la décision de changer les choses.»*

**LE 17 OCTOBRE DERNIER LES ÉVÊQUES DU CANADA RENDAIENT PUBLIQUE UNE LETTRE PASTORALE INTITULÉE : «LA LUTTE À LA PAUVRETÉ, UN SIGNE D'ESPÉRANCE POUR NOTRE MONDE». NOUS VOUS PRÉSENTONS QUELQUES EXTRAITS DE CETTE IMPORTANTE LETTRE AINSI QUE DES DÉCLARATIONS QUI ONT ENTOURÉ SA PARUTION.**

Au Canada, le taux de pauvreté s'élève à 16,6 %, soit 4,8 millions de personnes vivant dans la pauvreté (un Canadien sur six en 1995). C'est la raison pour laquelle notre lettre identifie les groupes les plus durement éprouvés par la pauvreté au Canada: les femmes, les peuples autochtones, les personnes déplacées, les enfants et les jeunes au sein de leurs familles. C'est également la raison pour laquelle nous affirmons : «Il n'y a aucun doute dans notre esprit que la lutte à la pauvreté doit être en tête de liste des priorités sociales. On ne doit pas attendre pour l'entreprendre, de régler d'abord le problème de la dette ou d'autres maux sociaux.»

*Tiré de l'allocution d'ouverture de Mgr François Thibodeau, c.j.m., évêque d'Edmunston, Nouveau-Brunswick.*

«Nous sommes conscients qu'en prenant la parole en faveur du partage, de la solidarité et de la justice, il s'agit-là «d'un ministère délicat, souvent controversé et néanmoins essentiel», puisqu'il s'agit, à la suite des prophètes, de Jésus et au milieu du monde actuel (...) de dénoncer la mal social qui opprime et appauvrit nos frères et nos soeurs. C'est l'injustice structurelle qui doit être combattue, nous en sommes convaincus, car elle constitue une cause indiscutable de pauvreté». C'est pourquoi l'Église croit en la «nécessité de l'engagement solidaire des membres du peuple de Dieu avec les personnes appauvries et leurs organisations pour la transformation du monde.»

*Tiré de la conférence de presse de Mgr Martin Veillette, président du Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec.*

C'est un véritable choix de société que nous sommes collectivement appelés à faire: somme-nous prêts à protéger les plus vulnérables d'entre nous, en acceptant que les coûts des nouvelles mesures soient équitablement pris en charge par les quatre cinquièmes les mieux nantis de notre société? Ou tenons-nous à tout prix à ce que ces coûts soient répartis entre toute la population, y compris en appauvrissant le cinquième le plus pauvre qui a déjà subi de nombreuses et importantes coupures au cours des dernières années?

*Tiré de la présentation préparée par Daniel Fradette et Monique Mathieué.*

## Les femmes

Comme le soulignaient les évêques du Québec, la solution au problème de la pauvreté des femmes est au coeur de l'élimination de la pauvreté au Canada. Pourtant, dans presque tous les pays, comme le constatait la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, celles-ci travaillent un plus grand nombre d'heures que les hommes. Ainsi, plus de 68% de la valeur de la production mondiale des femmes, estimée à 11 milliards de dollars, n'apparaît dans aucun système de comptes nationaux. Or, ces milliards de dollars sont attribuables au travail «invisible» et non rémunéré des femmes. Pourtant, une grande partie du travail des femmes a une valeur sociale très élevée: il comprend le soin et l'éducation des jeunes, ainsi que la préparation des repas et l'entretien de la maison. Tant que l'on n'appréciera pas vraiment à sa juste valeur la contribution des femmes à la vie de la société, cette inégalité demeurera insurmontable.

## Les peuples autochtones

Le traitement réservé aux peuples autochtones du Canada demeure un des chapitres pénibles de notre histoire. Si les autochtones inscrits vivant dans les 607 bandes constituent seulement 2 % de la population du pays, il s'agit cependant d'une population jeune dont le taux de croissance démographique est deux fois plus élevé que celui de la population en général. Le taux de mortalité infantile y est deux fois plus important; le taux de chômage presque trois fois plus élevé; les revenus, inférieurs à la moitié du revenu moyen canadien. Les autochtones ont une espérance de vie de presque dix ans inférieure à celle du reste de la population, alors que le taux de suicide est presque trois fois plus élevé que celui des autres groupes de notre pays. La situation des autochtones non inscrits est pire que celle de la plupart des Canadiens et des Canadiennes.

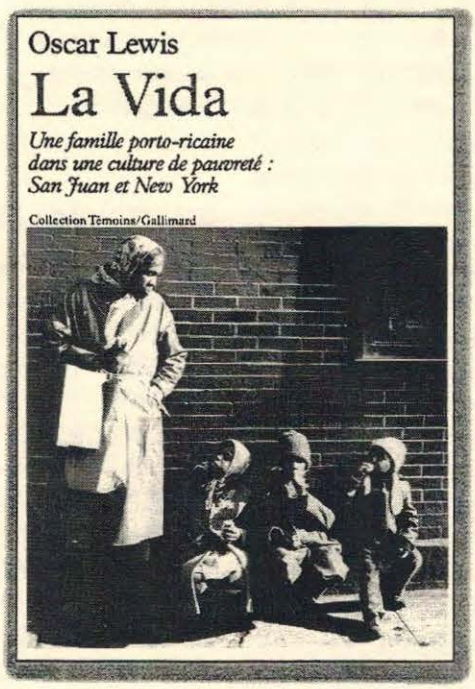
*Tiré de «La lutte à la pauvreté, un signe d'espérance pour notre monde», Lettre pastorale de la Commission épiscopale des affaires sociales sur l'éliminitation de la pauvreté.*

# Un mort dans la famille Sánchez

**Par Lesvia Vela**

**POUR LES PAUVRES, MOURIR POSE PRESQUE AUTANT DE PROBLÈMES QUE DE VIVRE. GUADALUPE EST MORTE COMME ELLE A VÉCU, SANS SOINS MÉDICAUX, SANS RIEN POUR SOULAGER SA DOULEUR PHYSIQUE, SOUFFRANT DE LA FAIM, SE DEMANDANT COMMENT ELLE ALLAIT PAYER SON LOYER OU TROUVER L'ARGENT DU BILLET D'AUTOBUS POUR ALLER À L'HÔPITAL, OBLIGÉE JUSQU'AU DERNIER JOUR DE SE LIVRER AUX DIVERS TRAVAUX PITOYABLES QUI LUI PERMETTAIENT DE VIVRE, NE LAISSANT QUE QUELQUES VIEUX OBJETS RELIGIEUX ET LE MINUSCULE LOGEMENT QU'ELLE OCCUPAIT.**

Les efforts déployés par la famille Sánchez pour enterrer décemment la tante Guadalupe constituent le thème central du livre *Un mort dans la famille Sánchez*, de l'anthropologue américain Oscar Lewis (1914-1976). D'autres oeuvres de cet auteur partout sur des thèmes similaires dont *La Vida* (l'histoire d'une famille portoricaine dans une culture de pauvreté à San Juan et à New York) et *Les enfants de Sánchez* (autobiographie d'une famille mexicaine).




Lewis a été l'un des premiers anthropologues à se soucier de la marginalisation, de l'exclusion, de ce qu'il dénommait la «culture de la pauvreté». Ses ouvrages, bien qu'écrits dans les années 60-70, sont toujours d'actualité. On pourrait même dire qu'ils ont une plus grande importance aujourd'hui que lorsqu'ils ont été publiés, alors que les facteurs qui engendrent la pauvreté ont augmenté, comme l'a aussi fait la population. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays de l'Amérique latine, où l'on voit la «modernisation» et le «développement» derrière des statistiques trompeuses: d'une part, un luxe de plus en plus scandaleux des riches, des branches de l'économie entre les mains des multinationales et de leurs alliés locaux. D'autre part, l'augmentation du chômage urbain, des bidonvilles, de la violence sociale, tandis que la famine et la malnutrition sévissent parmi la population rurale.

Il est toujours important de se demander, en ces temps de mondialisation des marchés, de l'économie, des politiques néolibérales et des problèmes qu'elles engendrent, ce que nous avons en commun. Derrière les beaux costumes, les paysages exotiques, et les différences apparentes, la marginalisation, l'exclusion et la pauvreté s'expriment souvent d'une façon plutôt universelle, et Oscar Lewis a été un des premier à nous le montrer.

**On peut trouver les oeuvres d'Oscar Lewis mentionnées dans cette chronique, à la Librairie Abya-Yala à Montréal, située au 4555, boul. St-Laurent, (514) 849-4908.**

## MEXIQUE MORT OU VIF

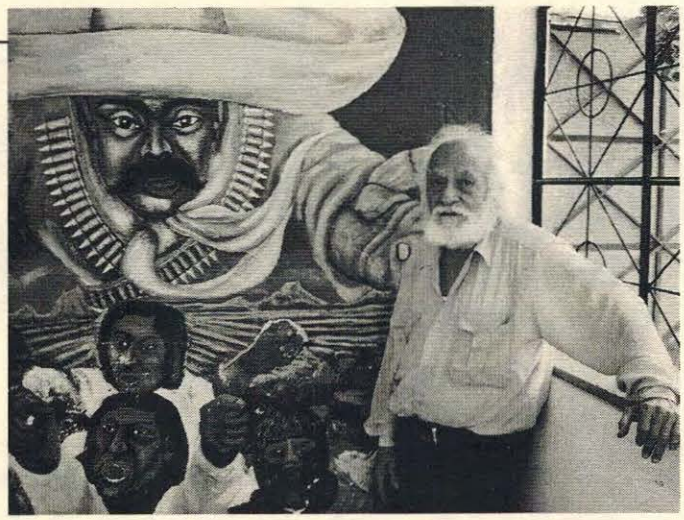
### Un film de Mary Ellen Davis

**Avec la participation de Mario Rojas Alba**

Terre de soleil, le Mexique est aussi terre de violence. Comme en témoigne Mario Rojas Alba, médecin et député de l'opposition forcé de s'exiler à Montréal après avoir échappé à un attentat. De retour au Mexique, il démonte pour nous les mécanismes d'une grave violence politique.

Ce film révèle ainsi la part d'ombre de cet immense pays, avec lequel nous avons resserré nos liens depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA) en janvier 1994. Une entente contestée par bon nombre de Mexicains, en particulier les autochtones du Chiapas qui se sont soulevés pour réclamer justice.

À l'occasion du Jour des morts, auquel participent les proches des disparus et les veuves des opposants assassinés, victimes de la répression politique, Mario Rojas réaffirme son choix d'une transition pacifique vers une démocratie véritable.



Une production et une distribution du Programme français de l'Office national du film du Canada

**Commande de vidéocassette: 1 800 267-7710**

Numéro d'identification: C 9296 069

Durée: 52 minutes

## TIERRA MADRE (Terre sacrée)

### Un film de Mary Ellen Davis

Au Guatemala, la terre appartient à peu de gens, et surtout pas aux paysans mayas. Dans un pays assombri par la guerre, la quête d'un lopin à cultiver frise l'épopée.

Malgré les arrestations, les menaces, la destruction de leur récolte, une communauté q'eqchi' défend ses droits ancestraux sur la terre d'un agro-exportateur. Ailleurs, parce qu'ils réclament un salaire ou quelques arpents de terre, des paysans se font accuser d'être des guérilleros. En 1982, l'armée a massacré 800 paysans métis - hommes, femmes, enfants - venus fonder un village quelques ans auparavant: les voisins et les survivants racontent...

Envers et contre tant de tragédies, les gens continuent de célébrer la vie par la musique, la danse, les cérémonies, les offrandes. L'espoir triomphera-t-il de la violence?

Prix Medianet, Festival de Munich 1996

Prix à la qualité du témoignage, 5e Festival ciné-vidéo des peuples amérindiens, Santa Cruz, Bolivie 1996

Productions B'alba

Produit avec la participation financière du Conseil des Arts du Canada, de Téléfilm Canada, l'Office national du film du Canada, le Fonds canadien du cinéma et de la vidéo indépendants, le Fonds de développement de la démocratie (C.E.C.I.), Développement et Paix, le Grand Conseil des Cris, Vision TV, Knowledge Network

Distribution:

**Cinéma Libre**
**460 Ste-Catherine ouest, bureau 500**
**Montréal H3B 1A7**
**tel 514 861-9030 fax 514 861-3634**
**courrier électronique: clibre@sim.qc.ca**

Durée: 54 minutes

# S O M M A I R E


| | |
|---|---|
| Éditorial | 2 |
| Élections au Nicaragua | 3 |
| La page du Centre d'actions urgentes | 4 |
| Message du quatrième congrès de la vie religieuse adressé au peuple du Guatemala | 6 |
| La vérité repose sous le sol | 8 |
| Deuxième réunion de L'Assemblée du Peuple de Dieu | 10 |
| Portrait de Mgr Samuel Ruiz | 13 |
| De l'identité sociale à l'entité marginale | 15 |
| Le néolibéralisme au Sommet: Qu'en pense le milieu de la solidarité internationale? | 16 |
| Le néolibéralisme au Chili ou le jaguar et sa proie | 23 |
| Le Jeûne à relais du refus de la misère | 25 |
| Un économiste féru d'éthique | 27 |
| Chronique livres | 30 |



Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.


❒ JE M'ABONNE AU CAMINANDO

❒ JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

**NOM** _____

**ADRESSE** _____

**VILLE** _____ **CODE POSTAL** _____

**Abonnement (4 numéros par année) : 20 $ au Canada et 23 $ à l'étranger**


**Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine**

**Adresse: 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6**

**Téléphone : (514) 387-2541 - Télécopieur : (514) 387-5550**



**Comité de rédaction : Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. Traduction : Madeleine Perrault.**

**Collaborations : Michelle Décarie.**

**Infographie : Bismark Villacrés**

Dépot légal - Bibliothèque nationale du Québec